



Bilan 2013-2014

Consortium en développement social de la Mauricie

Présenté par Laura-kim Dumesnil

Juillet 2014

Table des matières

1.	Contexte.....	3
2.	Plan d'action 2012-2014.....	4
3.	Le Consortium et ses partenaires en action.....	5
3.1	Orientation 1 : Vision.....	5
3.2	Orientation 2 : Processus	6
3.2.1	Les comités territoriaux	7
3.2.2	Les comités régionaux	11
3.2.3	Le national : Réseau québécois de développement social (RQDS).....	13
3.3	Orientation 3 : Enjeux	13
3.3.1	Sécurité alimentaire	14
3.3.2	L'habitation	15
3.3.3	Le développement citoyen.....	17
3.3.4	Autres enjeux	18
3.4	Orientation 4 : Communication.....	19
3.4.1	Démystifier et vulgariser l'approche de développement social.....	19
3.4.2	Conscientiser le milieu économique et politique de la région à l'approche de développement social ...	20
3.4.3	Favoriser l'échange de connaissances et de pratiques en développement social.....	20
4.	Bilan détaillé 2013-2014.....	21
5.	Bilan des communications 2013-2014	33
6.	États financiers.....	42
7.	Conclusion.....	43
	Annexes A.....	44

1. Contexte

Pour cette dernière année de l'entente spécifique en développement social 2010-2014, les partenaires du Consortium ont poursuivi les travaux entamés au cours des dernières années tout en jetant un regard vers l'avenir.

Les concertations régionales et territoriales ont assuré une circulation d'information et la mise en action des partenaires sur différents projets territoriaux comme régionaux. Au niveau territorial, les projets FQIS ont continué de mobiliser les acteurs terrains bien que la fin des enveloppes territoriales permet aux comités territoriaux de regarder vers l'avenir et d'orienter les travaux des comités vers d'autres horizons. Au niveau régional, les trois comités chapeautés par le Consortium ont été très actifs cette année pour la réalisation d'action, d'échange et d'information ou la mise en place de projets concertés.

La promotion du développement social régional est demeurée au cœur des actions du Consortium notamment par l'organisation de rencontres régionales rassembleuses et inspirantes. L'événement régional « Pleins feux sur la participation citoyenne » a été un vif succès réunissant près de 200 acteurs de la région venus échanger sur la participation citoyenne. Les rencontres régionales en sécurité alimentaire deviennent peu à peu des incontournables pour les acteurs de la sécurité alimentaire qui désirent échanger leurs bonnes pratiques.

Fier du bilan des quatre dernières années, les partenaires ont également regardé de l'avant et travaillé à reconduire l'entente en développement social pour assurer la continuité des actions tout en visant l'innovation. Les travaux entourant le renouvellement de l'entente pendant l'année ont mobilisé les partenaires du comité de coordination pour déterminer les objectifs de l'entente et débiter les travaux relatifs à un plan d'action à venir.

Le bilan de l'année 2013-2014 détaillera plus amplement les activités du Consortium au cours de cette dernière année d'entente. Les sections du document correspondent aux quatre orientations du plan d'action 2012-2014. Un bilan détaillé suivra la présentation des quatre orientations et une section sur le bilan des communications complétera le tout avec un dossier de presse placé en annexe.

Bonne lecture !

2. Plan d'action 2012-2014

Le plan d'action concerté 2010-2013 a été revisité en septembre 2012 par les partenaires du comité de coordination du Consortium et adopté par le comité de gestion. Cette révision a abouti en une version mise à jour du plan d'action pour 2012-2014 pour conclure l'entente spécifique en développement social qui s'est terminée le 31 mars 2014.

Le plan d'action 2012-2014 compte quatre grandes orientations qui se déclinent en objectifs et guide les actions du Consortium :

1. Mobiliser les acteurs autour d'une vision commune du développement social et du Consortium en développement social de la Mauricie. **(VISION)**
2. Maintenir et développer la concertation intersectorielle des organisations locales, régionales et nationales. **(PROCESSUS)**
3. Soutenir la réalisation d'actions concertées en développement social répondant aux besoins au niveau local et régional. **(ENJEUX)**
4. Promouvoir le développement social comme partie intégrante du développement de la région. **(COMMUNICATION)**

La section suivante détaillera pour chacune des orientations les faits saillants réalisés au cours de l'année qui s'étendaient du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 et constitueront par conséquent la dernière année de l'entente 2010-2014 et du plan d'action en cours depuis 2010.

3. Le Consortium et ses partenaires en action

3.1 Orientation 1 : Vision

Orientation 1

Mobiliser les acteurs autour d'une vision commune du développement social et du Consortium en développement social de la Mauricie.

- 1.1 Revisiter et actualiser la vision, mission et le rôle du Consortium en développement social de la Mauricie.
- 1.2 Porter et démontrer la vision, la mission et les réalisations du Consortium auprès des différents partenaires impliqués dans le développement social.
- 1.3 S'approprier une définition commune du développement social.
- 1.4 Assurer la présence du Consortium comme acteur incontournable du développement social en Mauricie.

Cette orientation a été à la base des activités du Consortium pour 2012-2013 pour relancer les actions suite à une année de ralentissement, mobiliser les partenaires et s'entendre sur une vision commune du Consortium et du développement social.

Pour l'année 2013-2014, les actions ont été orientées davantage vers l'objectif 4 « d'assurer la présence du Consortium comme acteur incontournable du développement social de la Mauricie » notamment en assurant le renouvellement de l'entente en développement social.

Les travaux entourant le renouvellement de l'entente se sont échelonnés de juillet 2013 à février 2014, date de la signature de l'entente. Un comité stratégique a été mis en place composé des cinq représentants des partenaires de l'entente précédente (ASSS Mauricie/Centre-du-Québec, CRÉ de la Mauricie, Emploi-Québec direction régionale Mauricie, Centraide, MAMROT). Le comité stratégique s'est réuni à huit reprises pour établir une démarche de renouvellement de l'entente et orienter l'élaboration du plan d'action concerté qui accompagne l'entente.

Pour le renouvellement de l'entente, les démarches comprenaient la réalisation d'un bilan de l'entente 2010-2014 qui fut présenté à la fois au comité de coordination du Consortium de même qu'au comité de gestion. En parallèle avec les discussions entourant la contribution financière des partenaires impliqués, il fut question de terminer le contenu de l'entente en développement social. En particulier, il s'agissait de déterminer l'objectif général et les objectifs spécifiques d'abord par des travaux avec les membres du comité de coordination, étudiés et entérinés par le comité de gestion.

L'entente a été signée en février 2014 et les objectifs sont les suivants :

Objectif général :

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie individuelles et collectives en suscitant la concertation intersectorielle, territoriale et régionale de même qu'en favorisant l'échange d'expertises en développement social et la mise en action des partenaires.

Objectifs spécifiques :

1. Renforcer la capacité d'action des milieux territorial et régional;
2. Soutenir le développement des bonnes pratiques en développement social et des meilleures pratiques en travail intersectoriel;
3. Soutenir la réalisation d'actions concertées en développement social répondant aux besoins au niveau local et régional;
4. Favoriser l'inclusion sociale de la clientèle éloignée du marché du travail.

Les rencontres du comité stratégique ont également permis de mettre en place une démarche pour élaborer le plan d'action concerté 2014-2017 devant accompagner l'entente en développement social. Partant des objectifs spécifiques de l'entente pour établir les grandes orientations du plan d'action concerté, les travaux ont consisté dans un premier temps à déterminer les besoins des partenaires territoriaux et régionaux impliqués. Pour ce faire, une consultation des comités territoriaux de développement social a été entreprise en janvier 2014 pour assurer une meilleure adéquation entre les besoins/actions territoriaux et les actions régionales (supportées par le Consortium).

La démarche de consultation visait les objectifs suivants :

- Orienter l'élaboration du plan d'action concerté 2014-2017 du Consortium.
- Connaître les besoins des territoires en lien avec les objectifs de l'entente en développement social.
- Évaluer, à partir des informations recensées, comment soutenir à un niveau régional les démarches territoriales de développement social.
- Déterminer la contribution des comités territoriaux de développement social au plan d'action concerté 2014-2017.

Objectifs secondaires :

- Favoriser la réflexion sur les enjeux de développement social, territoriaux et régionaux.
- Renforcer les liens entre les comités territoriaux et le Consortium régional.

Les consultations territoriales ont eu lieu de janvier 2014 à avril 2014 et il reste une consultation à faire pour le territoire de Trois-Rivières. Les informations colligées seront analysées en lien avec les travaux du comité de coordination pour orienter le contenu du plan d'action. Les actions entourant l'élaboration du plan d'action concerté 2014-2017 devraient se terminer en septembre 2014 lors de la présentation au comité de coordination du plan d'action élaboré.

3.2 Orientation 2 : Processus

Orientation 2

Maintenir et développer la concertation intersectorielle des organisations locales, régionales et nationales.

- 2.1 Soutenir la concertation au sein des comités territoriaux de développement social.
- 2.2 Favoriser la liaison et la communication entre les instances de concertation locales et régionales, notamment pour faciliter l'arrimage des actions en développement social dans la région.
- 2.3 Assurer une meilleure cohésion entre les acteurs locaux et régionaux œuvrant en développement social.
- 2.4 Assurer une représentation au niveau national et favoriser la liaison entre le national et les territoires de la région.

La concertation étant au cœur de la mission du Consortium, plusieurs actions se sont poursuivies en 2013-2014 pour mobiliser les partenaires territoriaux et régionaux et offrir le soutien nécessaire pour faciliter la concertation de ces derniers.

De façon générale, l'année 2013-2014 a été marquée par la poursuite de la concertation au sein des comités territoriaux toujours mobilisés autour du FQIS et tournés vers « l'après FQIS ». Les comités de coordination et de gestion poursuivirent également leurs activités cette année lors de rencontres régulières témoignant de l'implication et du dynamisme des partenaires après une période de ralentissement.

3.2.1 Les comités territoriaux

Les comités territoriaux ont poursuivi, au cours de l'année 2013-2014, leur travail de concertation et de mobilisation autour du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) qui a fortement mobilisé les acteurs territoriaux l'année précédente. Les comités territoriaux de développement social ont été des acteurs de premier plan pour l'organisation du FQIS sur leur territoire, l'accompagnement des promoteurs, l'analyse et le suivi des projets. Les comités ont poursuivi leur implication à ce niveau pour ce qui semble être une dernière année puisque les enveloppes territoriales ont pour la plupart été utilisées au cours de 2013-2014. Cette section du bilan fait donc état des réalisations des comités territoriaux au cours de l'année 2013-2014 dans la foulée ou non du FQIS.

Des Chenaux

Le comité de développement social des Chenaux a connu une année de changement au sein du comité exécutif en raison du départ de la présidente madame Diane Aubut qui a été élue mairesse de Ste-Anne-de-la-Pérade. Louise Baillargeon du CAB de la Moraine lui succède à la présidence.

Le comité continue l'animation de la concertation territoriale relativement aux huit projets financés dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) : <http://www.consortium-mauricie.org/Default.aspx?idPage=37>

Par ailleurs, les rencontres de concertation et le travail des sous-comités vont bon train au sein du CDS des Chenaux :

Comité services de proximité — De belles collaborations se font avec les partenaires autour d'une thématique: L'ACHAT LOCAL. Toujours en quête de nouvelles idées les membres travaillent très fort pour inciter la population, mais éventuellement les institutions à s'engager dans une démarche d'achat local. Pour l'instant un répertoire des produits et services de la MRC sera diffusé par la CDC, une page Facebook est en ligne et une politique d'achat local est en élaboration.

Comité maintien à domicile — Le comité se préoccupe beaucoup de l'assurance autonomie du gouvernement provincial. Le comité poursuit la réalisation de son plan d'action notamment par la mise en place d'un service de « popote congelée ».

Comité persévérance scolaire — Les ateliers de formation d'insertion sociale et les ateliers de formation au monde du travail sont maintenant offerts à l'École secondaire Le Tremplin grâce au travail des membres du comité plus particulièrement de l'APeVAH des Chenaux. Le comité travaille sur un plan d'action et pourrait renommer la table Enfance-jeunesse-Famille.

Sécurité alimentaire — Appelés à se concerter pour la mise en œuvre d'un projet FQIS en sécurité alimentaire, les partenaires poursuivent leur travail pour bonifier les actions existantes dans la MRC en lien avec la sécurité alimentaire. Un comité plus formel naîtra peut-être de cette initiative !

Maskinongé

Pour pallier à la transition au niveau de la coordination du Comité local de développement social (CLDS) de Maskinongé, les membres du CLDS restreint ont pris l'initiative de se rencontrer afin de jeter les bases d'un fonctionnement pour favoriser l'émergence d'initiatives de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale dans le cadre de l'appel de projets du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS). Trois projets sont actuellement soutenus financièrement par le FQIS touchant au soutien à l'emploi, à la mobilité durable des aînés et à l'action communautaire dans la MRC.

Parallèlement à ces démarches, la CDC de Maskinongé a réalisé une planification stratégique qui a conduit notamment à l'embauche d'une coordonnatrice qui pourra reprendre sous peu les commandes du CLDS.

Les acteurs du territoire ont su poursuivre leurs actions et leur mobilisation et la suite de la concertation s'annonce prometteuse !

Mékinac

Incorporé depuis 2013, le Comité territorial de développement social (CTDS) de Mékinac a facilité la concertation des acteurs du territoire qui a mené cette année à des actions diversifiées dont voici les grandes lignes :



- Un comité sur les services visant le maintien de l'autonomie dans Mékinac est né spontanément en juin et regroupe le CTDS, l'ensemble des organismes d'économie sociale et communautaires impliqués dans le maintien de l'autonomie des personnes âgées et des délégués du CSSS Vallée-de-la-Batiscan. Un plan d'action préliminaire a été travaillé et une demande de PICOM a été effectuée pour identifier les raisons pouvant expliquer la sous-utilisation de certains services aux aînés déjà implantés dans le milieu.
- Le CTDS a réalisé un sondage auprès des membres du comité pour évaluer leur satisfaction par rapport au contenu, au climat et aux procédures utilisées au cours des rencontres et pour identifier leurs attentes face au comité. Le sondage a également permis de déterminer certains enjeux du territoire sur lesquels pourrait travailler le comité.
- Le CTDS a poursuivi son travail d'accompagnement des projets FQIS de la MRC de Mékinac qui compte maintenant quatre projets qui concernent le maintien des services de proximité, l'insertion socioprofessionnelle et l'accessibilité aux ressources du milieu assuré par le Centre d'éducation populaire ambulancier de Mékinac.
- Les comités territoriaux de Mékinac et des Chenaux ont conjointement tenu une rencontre sur l'entrepreneuriat social mettant en valeur des réalisations exemplaires dans différentes municipalités grâce à l'implication conjointe de citoyens et d'élus municipaux. Pour l'occasion des invités spéciaux de la Coopérative de solidarité du Lac-Édouard ont été invités pour expliquer comment ils ont transformé leur milieu avec l'implication des citoyens de leur communauté.

Haut Saint-Maurice

Les membres du Comité de développement social du Haut St-Maurice ont été actifs cette année pour poursuivre les actions de concertation et jeter un regard vers l'avenir en élaborant un nouveau plan d'action pour 2014-2019. Ce plan d'action gravite autour de trois axes :

- Mobiliser les acteurs du milieu autour d'une vision commune du développement social ;
- Favoriser l'accès à des ressources et services adéquats ;
- Soutenir et mettre de l'avant des initiatives qui permettent de développer un sentiment d'appartenance et de fierté et la participation citoyenne.

Parallèlement les activités se poursuivent pour les comités thématiques :

Sécurité alimentaire

Le comité sécurité alimentaire a tenu une première journée de réflexion regroupant tous les acteurs qui oeuvrent en sécurité alimentaire sur le territoire. L'objectif était d'amorcer une réflexion sur les moyens de se concerter pour mieux nourrir la population durant toute l'année dans le respect des missions de chaque organisation. La rencontre a mené à la signature d'un protocole d'entente afin de mieux coordonner les activités de la campagne de financement de trois partenaires (Gâteau latuquois, la Guignolée et Moisson du Nord). La Tuque a par ailleurs accordé un montant de 10 000 \$ afin de soutenir la réalisation du projet de distribution en sécurité alimentaire de la période estivale 2014. Toujours en sécurité alimentaire, le projet Aliment'action, financé dans le cadre du FQIS, a débuté ses activités grâce à l'embauche d'une coordonnatrice et planifie actuellement les distributions estivales.

Communication

Le sous-comité s'est vu accorder un montant par l'Agglomération de ville de La Tuque pour promouvoir le développement social qui passe notamment par la mise à jour du site du CDS qui se trouve sur le Tam-Tam communautaire.

Consultation

La rencontre de consultation pour l'élaboration du plan d'action régional du Consortium a permis d'identifier des besoins relatifs au transfert des connaissances portant sur la mobilisation, la participation citoyenne, les outils permettant de mesurer l'impact de nos actions, la préoccupation de la main-d'œuvre, de son recrutement, à son installation et à sa rétention.

Shawinigan

Agenda bien chargé pour le comité territorial de développement social de Shawinigan qui, en plus d'assurer le suivi du plan d'action de développement social de la ville, porte des actions et accompagne les partenaires dans de nombreux dossiers :

« Ma communauté, clé en main »

Les partenaires du dossier « Ma communauté clé en main » ont réalisé leur première démarche dans les quartiers St-Marc et Christ-Roi en mars et avril 2013. Résidents, gens d'affaires et intervenants des quartiers St-Marc et Christ-Roi ont été interpellés et une trentaine de personnes ont participé au processus lors de l'une ou l'autre des rencontres proposées. Quatre grands volets d'actions et d'opportunités ont été retenus concernant des projets d'habitation, le développement de services de proximité soutenant la lecture, la mise en place d'un journal dédié au quartier ainsi que le développement de jardins communautaires / collectifs. Des suites sont à prévoir grâce à la mise en place de comités de travail dont un comité travaillant sur le projet de jardins qui débutera en été 2014 grâce à un financement FQIS. Par ailleurs, les partenaires ont travaillé sur une démarche similaire réalisée à Grand-Mère en mai 2014.

Rencontre sur les avancées en développement social

Le comité territorial a procédé à une appréciation des avancées réalisées en développement social depuis l'élaboration de la Politique et du Plan d'action ainsi que la contribution du FQIS et des partenaires au développement d'une meilleure qualité de vie pour tous les citoyens de Shawinigan. La trentaine de partenaires qui étaient présents ont pris connaissance des actions en cours, ont tissé des liens et ont découvert des retombées intéressantes en soutien aux populations communes. Ce fut également le moment de constater l'investissement global dans le territoire par le FQIS et la mobilisation / concertation des partenaires pour réaliser les neuf projets FQIS actuellement en cours.

<http://www.consortium-mauricie.org/Default.aspx?idPage=37>

Rayonnement du développement social à Shawinigan

En septembre 2013, Michel Angers maire de Shawinigan, accompagné de Pierre Giroux et Lucie Carrier du CSSS de l'Énergie, ont présenté au nom du comité territorial de Shawinigan la mise en œuvre de la Politique et du Plan d'action local en développement social dans le cadre d'un atelier au colloque annuel de Villes et Villages en santé. Tout en reconnaissant à la ville son rôle majeur en matière de développement social, la Ville de Shawinigan et huit partenaires institutionnels et communautaires témoignent et signent conjointement que le développement et la qualité de vie sur le territoire passent par la concertation et par la responsabilité partagée, incluant les citoyens eux-mêmes. La belle complicité et la concertation vécue à Shawinigan a suscité l'envie de plusieurs !

Une nouvelle politique famille et municipalité amie des aînés

Résultat d'une large consultation, la Ville de Shawinigan a procédé à la révision de sa Politique familiale municipale (PFM), et du même coup a intégré la démarche Municipalité amie des aînés (MADA). SIX ORIENTATIONS balisent la Politique municipale de la famille et des aînés et son plan d'action :

1. Des services accessibles pour les familles et les aînés.
2. Un milieu de vie sécuritaire.
3. La communication : bien informer les familles et les aînés.
4. Le partenariat : pour un milieu de vie stimulant et dynamique.

Trois-Rivières

Comité de développement social de la ville de Trois-Rivières

Le comité a dû ralentir temporairement ses activités en raison des élections municipales qui ont affecté la composition du comité. Tout de même, le comité a pris part à la démarche de bilan FQIS et voit au soutien de différentes actions entreprises dans les projets financés dans le cadre du FQIS. Le comité a également participé à la planification stratégique de la Démarche des premiers quartiers et est actif au sein du comité stratégique de TRAS (Trois-Rivières en action et en santé). Grâce au fonds de développement social de la ville, le comité a soutenu des projets, dont Recyc-Mauricie piloté par SIT et une galère renouvelée par Point de rue.

Quartiers Vie (secteur Cap-de-la-Madeleine)

Le comité de développement social du secteur est de Trois-Rivières (Cap-de-la-Madeleine) a été très actif cette année pour organiser des actions visant à dynamiser et à améliorer la qualité de vie du secteur. Voici quelques-unes de leur réussite :

- Une rencontre d'appréciation du potentiel de développement des communautés a été réalisée en mai 2013 qui a réuni près de 25 personnes de différents horizons qui ont proposé diverses actions dans le secteur. Une rencontre de suivi a été réalisée en juin où est notamment ressorti le problème de vandalisme dans le Parc du Moulin. Les membres du comité Quartiers Vie ont donc rassemblé plusieurs organismes et intervenants du milieu, rencontre qui fut suivi par une assemblée citoyenne afin d'apporter des solutions aux différentes problématiques vécues dans ce parc et contribuer à l'amélioration de la qualité de vie du secteur.
- Opération propreté : Première édition de l'Opération propreté dans le secteur Cap-de-la-Madeleine. Cet événement a mobilisé en mai 2013 une cinquantaine de personnes pour faire de leur quartier un endroit propre et convivial comme

l'inspirait le slogan de la journée « Mon quartier, ma fierté ». Le comité a travaillé sur la tenue d'une 2^e édition de l'Opération propreté pour le printemps 2014.

- Fête d'Halloween : Les membres du comité Quartiers Vie ont mis beaucoup d'énergie à organiser une fête d'Halloween le 26 octobre 2013 dans le secteur du boul. Ste-Madeleine toujours au Cap-de-la-Madeleine. Cette activité avait germé lors des rencontres citoyennes organisées avec l'outil d'analyse du potentiel de développement des communautés. L'objectif était d'organiser une activité d'Halloween festive qui rejoint les familles et de revitaliser ce secteur en impliquant les commerçants dans la tenue de l'événement. Malgré le temps maussade et pluvieux, 150 personnes ont participé aux diverses activités, onze commerces ont distribué des bonbons et certains ont tenu des kiosques, plusieurs d'entre eux étaient costumés et avaient décoré leurs devantures de commerce. Une très belle réussite, qu'on compte bien refaire l'an prochain!

3.2.2 Les comités régionaux

La concertation régionale en développement social est facilitée par la présence de deux comités régionaux : le comité de gestion qui réunit les directions des partenaires de l'entente spécifique et le comité de coordination qui réunit des partenaires des six territoires, de même que des partenaires régionaux. L'année 2013-2014 fut propice aux rencontres des deux comités dont les activités de concertation vont bon train.

Le comité de gestion

Devant assurer le suivi de l'entente spécifique en développement social, le comité de gestion du Consortium s'est réuni à quatre reprises au cours de l'année 2013-2014. Les rencontres ont suivi une procédure établie l'année précédente visant à combiner les rencontres du comité de gestion du Consortium et les rencontres du comité de gestion FQIS, deux comités de gestion composés des mêmes partenaires. Les rencontres se divisaient donc en deux volets, un premier traitant des actions du Consortium et un deuxième volet FQIS permettant de suivre le processus en cours dans les territoires et au niveau régional. Ce faisant, cette formule assure une régularité des rencontres qui doivent avoir lieu avant le CA de la CRÉ tout en permettant une meilleure circulation de l'information entre le lieu de concertation en développement social, le Consortium, et le FQIS qui est un levier financier pour les acteurs et comités territoriaux de développement social.

Les rencontres du comité de gestion du Consortium ont favorisé cette année les discussions entourant le renouvellement de l'entente en développement social qui s'est faite dans un délai relativement court. Les discussions ont permis aux partenaires de partager une vision commune, de s'entendre sur les objectifs de l'entente et de convenir d'un montage financier permettant d'assurer les activités du Consortium et de maintenir en poste les deux conseillères. En plus des échanges relatifs au renouvellement de l'entente, les rencontres auront permis aux partenaires d'assurer un suivi régulier des actions du Consortium reliées au plan d'action concerté 2012-2014.

Le comité de coordination

Les rencontres du comité de coordination se sont poursuivies au cours de 2013-2014 sous le signe de la concertation et de l'échange d'information. Trois rencontres ont eu lieu, de même qu'une rencontre « extraordinaire » réalisée dans le cadre de la Tournée des régions du RQDS.

Mai 2013 (Rond Coin, Saint-Élie de Caxton) : Cette première rencontre de l'année 2013-2014 fut l'occasion de réviser le plan d'action concerté 2012-2014 pour l'actualiser pour l'année 2013-2014. Les partenaires du comité de coordination ont donc passé en revue les objectifs et les actions à réaliser pour cette dernière année d'entente. Le comité stratégique qui accompagna les démarches de renouvellement de l'entente se forma à l'occasion de cette rencontre où les partenaires s'entendirent sur les grandes lignes de la démarche de renouvellement de l'entente. L'Appui Mauricie fut également invité pour présenter la mise en place de ce nouvel organisme régional qui dispose d'un fonds de soutien pour les proches aidants d'aînés. La rencontre fut finalement un moment d'échange entre les partenaires pour présenter leurs dernières nouvelles et faire une mise à jour des projets financés dans le cadre du FQIS.

Rencontre « extraordinaire » septembre 2013 (Ile St-Quentin, Trois-Rivières) : Cette rencontre « extraordinaire » constitua le début des travaux entourant le renouvellement de l'entente spécifique en développement social. Cette rencontre se divisa en trois moments clés : Bilan de l'entente 2010-2014, Tournée des régions du RQDS, Objectifs et perspectives de l'entente 2014-2017. La première partie permit de faire un premier bilan de l'entente en cours en vue d'y dégager les éléments marquants de l'évolution des actions au cours de cette entente. La seconde partie fut animée par le Réseau québécois de développement social (RQDS) qui débuta en Mauricie une tournée nationale pour dégager, au terme d'une analyse des bilans régionaux, des perspectives de développement social pour les 15 années à venir. Cette activité et les réflexions qui s'en dégagèrent ont servi par la suite à identifier des éléments pour orienter les objectifs de l'entente 2014-2017. Pour terminer la rencontre, un calendrier des démarches entourant le renouvellement de l'entente en développement social fut présenté aux membres du comité de coordination.

Décembre 2013 (Pavillon Desjardins, Sainte-Thècle) : Les avancées des démarches entamées lors de la dernière rencontre concernant le renouvellement de l'entente furent présentées au cours de la rencontre. Les travaux portèrent surtout sur l'identification de pistes d'action en lien avec les quatre objectifs spécifiques de l'entente. La démarche de consultation des comités territoriaux fut aussi présentée ; cette démarche vise à expliquer la démarche de réalisation du plan d'action concerté du Consortium qui sera orientée par les besoins/enjeux identifiés dans les territoires. Comme pour les autres rencontres, un tour de table des partenaires permit d'échanger les nouvelles de chacun et les nouvelles des projets FQIS de même qu'un moment fut accordé pour suivre les actions du plan d'action 2013-2014. La fin de contrat de la remplaçante de la conseillère en communication fut également soulignée.

Mars 2014 (Cabane à sucre au Bois-é, St-Louis-de-France) : L'entente en développement social étant pratiquement signée, les travaux ont porté davantage sur le plan d'action concerté 2014-2017 dont une première ébauche a été présentée aux membres du comité de coordination. Au cours de cette rencontre, les partenaires ont travaillé à préciser certains objectifs et actions du plan d'action. Le partage d'information entre les partenaires, de même qu'au niveau des activités de Consortium, est également à l'ordre du jour de la rencontre.

Cette année les rencontres du comité de coordination ont été des moments-clés de la démarche de renouvellement de l'entente et de l'élaboration du plan d'action concerté. La participation des partenaires a été fondamentale pour accorder les travaux du régional avec la préoccupation des comités territoriaux et des organismes régionaux partenaires de l'entente. Les rencontres du comité de coordination ont par ailleurs conservé la vocation « partage d'information » entre les partenaires autant au niveau de leurs travaux respectifs qu'en lien avec les projets financés par le FQIS. La mobilisation des membres fut constante au cours de cette année rendant les rencontres dynamiques et enrichissantes.

3.2.3 Le national : Réseau québécois de développement social (RQDS)

Le Consortium participe aux rencontres et activités du Réseau québécois de développement social (RQDS), participation reliée à l'objectif 2.4 « d'assurer une représentation au niveau national et favoriser la liaison entre le national et les territoires de la région ». Cette année deux rencontres nationales ont été organisées par le RQDS auquel s'est joint le Consortium : rencontre printanière en mai 2014 à Tadoussac (région Côte-Nord) et une rencontre d'automne en novembre 2014 à Sorel (Montérégie-Est). Ces rencontres constituent des moments importants d'échanges d'information entre les acteurs des démarches régionales de développement social autant au niveau des actions réalisées dans chaque région que des réflexions entourant le positionnement du développement social touchant davantage aux enjeux et perspectives.

Cette année fut également marquée par la sortie de la vidéo « Sur la route du développement social » auquel participa le Consortium et qui fut utilisée pour l'événement au coeur des activités du RQDS la « Tournée des régions ». Cette tournée qui débuta en Mauricie s'échelonna de septembre 2013 à mars 2014 ; 14 régions ont été visitées et 450 personnes rencontrées. Cette tournée avait pour objectif de présenter les quatre constats et huit préoccupations ressortant des bilans régionaux réalisés par les démarches de développement social. La tournée visait également à réfléchir collectivement sur des perspectives en développement social pour les prochaines années. En Mauricie, la tournée s'est déroulée dans le cadre du renouvellement de l'entente en développement social et les réflexions ont permis de ressortir des orientations et des pistes d'action qui se retrouveront dans le prochain plan d'action concerté.

3.3 Orientation 3 : Enjeux

Orientation 3

Soutenir la réalisation d'actions concertées en développement social répondant aux besoins au niveau local et régional.

Sécurité alimentaire :

- 3.1 Favoriser la concertation régionale des acteurs en sécurité alimentaire et assurer la liaison avec les concertations locales.
- 3.2 Permettre le partage d'informations relatives à la sécurité alimentaire et aux actions locales et régionales.
- 3.3 Soutenir l'émergence de projets novateurs reliés à la sécurité alimentaire.
- 3.4 Soutenir la régionalisation de Se nourrir, agir et se développer (NAD).

Habitation :

- 3.5 Favoriser la concertation régionale des acteurs en habitation.
- 3.6 Mettre en œuvre un plan d'action répondant aux besoins identifiés.
- 3.7 Permettre le partage d'informations relatives à l'habitation et aux actions locales et régionales reliées au logement.

Développement citoyen :

- 3.8 Promouvoir les valeurs de la Déclaration citoyenne.
- 3.9 Promouvoir et soutenir les actions existantes reliées au développement citoyen.
- 3.10 Mettre en place une stratégie de diffusion et de communication relativement au jeu Bouche-à-Oreille^{MC}.

Autres enjeux :

- 3.11 Identifier les enjeux, besoins et défis en développement social en Mauricie.
- 3.12 Soutenir les milieux locaux et régionaux concernant les enjeux et les défis de développement social en Mauricie identifiés par les partenaires.

Au cours de 2013-2014, les activités au sein des comités régionaux travaillant sur des thématiques particulières reliées au développement social se sont poursuivies. Conformément au plan d'action 2012-2014, le Consortium a donc chapeauté le travail de trois comités régionaux : sécurité alimentaire, habitation et développement citoyen. Depuis 2013, le Consortium participe également aux travaux du comité régional en transport collectif. Voici les faits saillants du travail réalisé au niveau des comités régionaux.

3.3.1 Sécurité alimentaire

La concertation régionale en sécurité alimentaire est assurée par le comité régional en sécurité alimentaire (CRSA) qui comprend un représentant pour chacun des six territoires de la Mauricie de même que certains partenaires régionaux. Suite à la révision des assises du comité l'année dernière, 2013-2014 fut une année d'action et de partage d'information conformément au plan d'action mis en place. Le Consortium est également actif au niveau de la sécurité alimentaire par le biais de sa présence au comité de gestion de l'action partenariale « Se nourrir, agir et se développer ». Ces diverses actions seront détaillées dans la section qui suit.

1. Concertation régionale : Rencontres du comité régional en sécurité alimentaire

Le comité régional en sécurité alimentaire (CRSA) s'est réuni à sept reprises entre avril 2013 et mars 2014. Ces rencontres ont permis de poursuivre les actions inscrites au plan d'action du CRSA pour 2012-2014 et constituent d'abord et avant tout de précieux moments d'échanges entre les représentantes des démarches territoriales en sécurité alimentaire. Une nouvelle représentante pour le territoire de Maskinongé s'est maintenant jointe au comité et les démarches se poursuivent pour identifier une personne ressource du territoire du Haut St-Maurice disponible pour participer à la concertation régionale. Les membres du comité régional se sont également entendus sur une vision de la sécurité alimentaire.

2. Partage d'information en sécurité alimentaire

Relativement à l'objectif visant le partage d'informations relatives à la sécurité alimentaire et aux actions locales et régionales, diverses activités ont été réalisées par le comité au cours de 2013-2014.

Au début de l'année, le comité a organisé une rencontre régionale en sécurité alimentaire le 31 mai 2013 qui a rassemblé une soixantaine de partenaires à St-Boniface. Cette rencontre a constitué un moment fort notamment en permettant des échanges de bonnes pratiques entre les acteurs de la sécurité alimentaire réunis pour l'occasion. Plusieurs projets en sécurité alimentaire financés dans le cadre du FQIS ont été présentés au cours de la rencontre témoignant du dynamisme du milieu. En 2014, les membres du CRSA ont également travaillé à l'organisation d'une autre rencontre régionale qui a eu lieu le 9 mai 2014 sous le thème : « Sécurité alimentaire et économie sociale : valeurs ajoutées » !

Quelques membres du CRSA ont participé à l'université d'été du GESQ (Groupe économie solidaire du Québec) le 23 et 24 mai 2014 qui a eu lieu à Shawinigan. Le thème était : « Transformer l'agroalimentaire pour nourrir la planète ». Les membres du CRSA présents ont animé les ateliers de fin de journée de même que de l'information concernant le CRSA a été laissée en référence aux participants présents. Lors de cet événement, des liens se sont tissés avec André Beaudoin, secrétaire général du développement international de l'UPA aussi éleveur de veaux de grain, producteur laitier et producteur céréaliier en Mauricie depuis 31 ans. Ce dernier fut invité à participer à une rencontre du CRSA qui a eu lieu le 20 juin 2013 pour poursuivre les démarches d'arrimage entre les projets du CRSA et l'UPA.

Les répertoires en sécurité alimentaire ont par ailleurs été mis à jour au cours de l'année et l'édition 2014 est maintenant disponible sur le site web du Consortium. <http://www.consortium-mauricie.org/Default.aspx?idPage=27>

Enfin, toujours au niveau du partage d'information, les travaux se sont poursuivis pour la réalisation du Portrait de la sécurité alimentaire en Mauricie. Le portrait est toujours en correction, étape qui s'avère longue et ardue étant donné le manque de temps des membres du comité. Le comité réfléchira par la suite à la diffusion souhaitée des informations du portrait étant donné qu'avec les délais rencontrés les données auront peut-être moins d'intérêt. Les faits saillants du portrait ont tout de même été présentés lors de la rencontre régionale de mai 2013.

3. Se nourrir, agir et se développer

La régionalisation de l'action partenariale « Se nourrir, agir et se développer » (NAD) s'est poursuivie en 2013-2014 grâce à un financement provenant du FQIS régional. Le Consortium, toujours membre du comité de gestion de NAD a participé à neuf rencontres du comité de gestion qui ont eu lieu au cours de l'année. Fort du travail réalisé l'année précédente, le comité de gestion s'est penché plus particulièrement cette année sur le plan de régionalisation pour finaliser son élaboration et assurer le suivi. Les rencontres ont par ailleurs permis d'aborder les points suivants :

- Suivi et priorisation des actions terrains
- Mécanisme de partage et de suivi des responsabilités au sein du comité de gestion
- Suivi de l'étude d'évaluation de l'implantation de NAD
- Suivi de la demande de financement au FQIS régional (reddition de compte)
- Élaboration d'un plan de communication de NAD

3.3.2 L'habitation

Trois objectifs ont été déterminés dans le plan d'action du Consortium en lien avec l'habitation :

- 1- Favoriser la concertation régionale des acteurs en habitation.
- 2- Mettre en œuvre un plan d'action répondant aux besoins identifiés.
- 3- Permettre le partage d'informations relatives à l'habitation et aux actions locales et régionales liées au logement.

Pour l'année 2013-2014, ces objectifs ont été poursuivis en lien avec le projet régional en habitation « Ensemble et bien logé ! » qui a mobilisé les membres du comité depuis l'année précédente. Le comité ne s'est donc pas véritablement doté d'un plan d'action tel que planifié, mais les partenaires ont plutôt consacré leurs efforts autour du projet régional qui a fourni un motif pour assurer une concertation régionale en habitation et pour permettre le partage d'information relative à l'habitation.

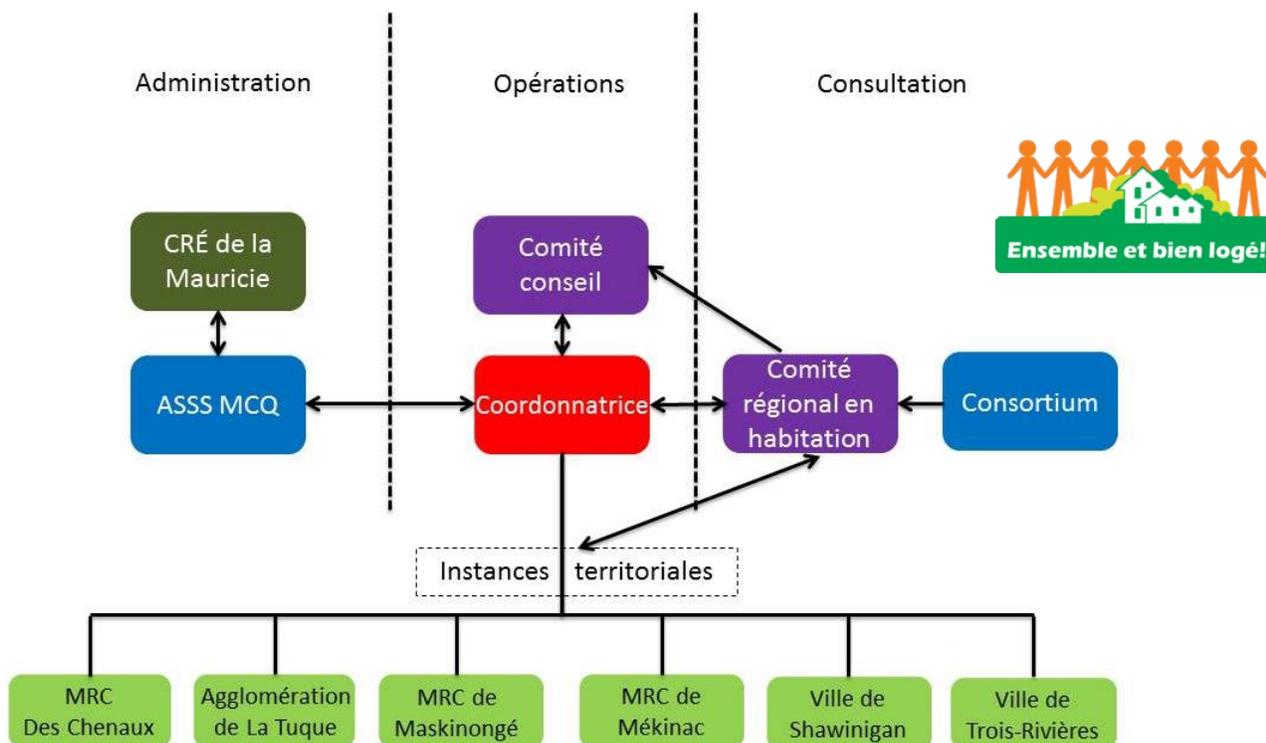
Soutenu financièrement par le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), « Ensemble et bien logé » est un projet régional qui vise à déterminer les rôles et responsabilités des acteurs impliqués en salubrité des habitations sur chacun des territoires de la Mauricie et à faciliter la collaboration intersectorielle entre ceux-ci aux plans territorial et régional. Le but ultime étant d'améliorer les conditions de vie des citoyens en suscitant des actions concertées en matière de salubrité intérieure des habitations.

Le comité régional en habitation a participé à la conception et à la mise en œuvre du projet « Ensemble et bien logé ! ». Quatre rencontres du comité régional ont eu lieu au cours de l'année et ont permis de déterminer les enjeux et besoins pour orienter le projet régional. Les rencontres ont également permis de poser les bases du plan d'action du projet et des acteurs

externes (les entreprises d'économie sociale d'aide domestique) ont été invités à participer à deux rencontres pour apporter leur contribution aux projets. En avançant dans les démarches relatives aux projets, un organigramme a été mis en place et démontre la participation du comité régional comme comité consultatif pour le projet. Des partenaires ont été approchés pour se joindre au comité pour apporter leur expertise au projet régional ; le comité compte maintenant trois nouveaux membres. Pour l'année 2014-2015, les rencontres du comité régional auront lieu à intervalle régulier pour suivre les travaux du projet régional et voir à la contribution des membres sur leur territoire ou dans leurs organisations respectives.

Par ailleurs, un comité de travail a été mis sur pieds d'abord pour participer à l'élaboration plus précise du projet et ensuite pour voir au suivi de celui-ci et accompagner la coordonnatrice. Ce comité est donc devenu un comité-conseil qui est formé de cinq partenaires issus du comité régional, qui se sont réunis à huit reprises au cours de l'année. Les travaux réalisés au cours de 2013-2014 auront permis de préciser la problématique, les objectifs et déterminer un plan d'action pour le projet. L'embauche de la coordonnatrice en janvier 2014 a permis d'amorcer la mise en œuvre du projet en débutant par un état de situation dans chacun des six territoires de la Mauricie.

Organigramme projet régional en habitation « Ensemble et bien logé ! »



Le projet régional en habitation a constitué pour l'année 2013-2014 le moteur de la concertation régionale en habitation qui est par ailleurs au service du projet, voir sa finalité. En effet, le projet poursuit l'objectif de favoriser la collaboration intersectorielle des acteurs œuvrant au niveau de la salubrité des habitations. Il sera intéressant de voir, suite à l'état de situation, comment les acteurs s'organiseront dans chacun des territoires pour assurer cette collaboration. Par ricochet, il sera intéressant de voir si le projet contribuera à maintenir et dynamiser la concertation régionale en habitation soutenue par le Consortium.

3.3.3 Le développement citoyen

Le comité développement citoyen s'est lancé en 2013 dans l'organisation d'un événement régional d'envergure pour mettre en lumière la participation citoyenne. L'événement « Pleins feux sur la participation citoyenne » s'est tenu le 25 octobre 2013 et a réuni quelques 200 participants, en majorité des intervenants en développement social, afin de faire un état des lieux de la participation citoyenne depuis le Forum citoyen mauricien en 2008 et de partager au sujet des enjeux et défis actuels et à venir de la participation citoyenne. Les participants ont également pu découvrir des outils utiles pour mobiliser les gens.

Au menu pour cette rencontre :

- Présentation de six actions inspirantes en provenance de chacun des territoires de la Mauricie;
- Réalisation d'une vidéo pour présenter les six actions inspirantes;
- Panel sur l'avenir de la mobilisation citoyenne qui a permis aux participants de découvrir les défis et clés du succès de quatre leaders en participation citoyenne;
- Un atelier sur l'utilisation du Web 2.0 en participation citoyenne.

Plus amples informations sont disponibles sur le site web du Consortium à la page suivante : <http://www.consortium-mauricie.org/Default.aspx?idPage=25#Evenement>

Sept rencontres ont eu lieu au cours de l'année 2013-2014 pour planifier l'événement, en faire le bilan et orienter les actions du comité pour la suite. Effectivement, suite à l'organisation de cet événement, le comité développement citoyen s'est donné le mandat de développer un mécanisme de veille et de transfert des outils reliés à la participation citoyenne.

En ce qui concerne l'objectif du plan d'action relié à la stratégie de diffusion du jeu Bouche-à-oreille, le jeu a continué à être distribué gratuitement au cours de l'année 2013-2014 suite à la décision prise l'année précédente. Le jeu a été distribué lors de l'événement « Pleins feux sur la participation citoyenne », présenté dans le cadre d'une rencontre du RQDS et lors de l'activité « Brin de jasette philosophale » qui s'insérait dans la programmation des Journées québécoises de solidarité internationales (JQSI). Le tableau suivant fait état de l'inventaire des jeux et des troussees Bouche-à-oreille.

	ENTREPOSAGE			INVENTAIRE AU 31 MARS 2014	QUANTITÉ ÉCOULÉE EN 2013-2014
	CDSM	ECOF-CDEC	FJM		
TROUSSES	167	56	10	233	114
JEUX	50	652	10	712	135
CAHIERS D'ANIMATION	46	-	-	46	-

3.3.4 Autres enjeux

Pour terminer le bilan de cette troisième orientation du plan d'action du Consortium concernant les enjeux, deux objectifs avaient été déterminés quant au soutien à apporter relativement à d'autres enjeux du développement social sortant des trois thématiques mentionnées précédemment (sécurité alimentaire, habitation et développement citoyen).

Le Consortium a été impliqué au cours de l'année 2013-2014 au sein de divers comités touchant des enjeux reliés au développement social :

Transport collectif :

Le Consortium a participé au comité régional de transport collectif interterritorial qui a bénéficié d'un financement FQIS pour poursuivre les actions du Réseau de transport de la Mauricie jusqu'en décembre 2013. Huit rencontres ont eu lieu au cours de l'année 2013-2014 pour déterminer le projet et déposer une demande au FQIS. Par la suite, le comité s'est réuni pour voir à la pérennité du réseau de transport de la Mauricie suite au financement FQIS. Les membres du comité ont travaillé sur l'élaboration d'un projet pilote qui a été déposé au ministère des Transports du Québec (MTQ) en décembre 2013. Une présentation du projet a été faite au CA de la CRÉ en décembre 2013 pour informer les élus et les sensibiliser par ailleurs sur les enjeux du transport collectif. Malheureusement, étant donné le contexte électoral du début 2014, aucune réponse n'a été reçue de la part du MTQ concernant le projet. Le comité a tout de même tenté de poursuivre ses activités pour voir aux suites à donner au réseau de transport. Malheureusement, la mobilisation de certains partenaires a été éprouvée au cours de l'année notamment en raison de divergence de vision sur le développement du transport collectif régional. Le comité devra se pencher sur cet aspect pour l'année à venir.

Une présentation du Réseau de transport de la Mauricie a tout de même été réalisée lors du colloque du Réseau québécois de revitalisation intégrée (RQRI) qui a eu lieu en mars 2014. La présentation a été faite par la conseillère en développement social du Consortium et la directrice de la Corporation de transport collectif de Maskinongé. Cette participation au colloque fut une bonne occasion de prendre un recul sur la démarche réalisée en Mauricie et d'échanger avec les participants à l'atelier sur les enjeux et les avenues possibles pour le transport collectif en région.

Saines habitudes de vie :

Le Consortium est maintenant membre de la Table intersectorielle saines habitudes de vie qui a travaillé à l'élaboration d'un plan d'action régional 2014-2016. Le Consortium a participé à une rencontre régionale réalisée le 18 février 2014 où furent déterminés les enjeux du plan d'action. Par la suite, le Consortium a été impliqué plus particulièrement au sein du groupe de travail pour le chantier relié à l'accessibilité économique et physique à la saine alimentation. Ce chantier a permis d'intégrer au plan d'action SHV des préoccupations du comité régional en sécurité alimentaire (CRSA) et permettra certainement au CRSA de pouvoir faire des actions en ce sens grâce à la contribution de ressources.

Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) :

La conseillère en développement social du Consortium a animé une démarche de bilan du FQIS visant à illustrer la démarche de mise en place et déterminer des solutions pour apaiser les irritants identifiés. Un comité bilan a été mis en place regroupant un représentant de chaque territoire ayant été impliqué dans les démarches territoriales du FQIS. De plus, un représentant du comité d'analyse et de gestion était présent de même que la conseillère de la CRÉ travaillant sur le FQIS. Le

comité bilan s'est rencontré à quatre reprises au cours de l'année et chaque membre du comité a participé à une rencontre individuelle pour documenter les démarches réalisées dans le cadre du FQIS.

La démarche bilan a permis de déterminer les irritants et les points forts de la mise en place du FQIS de même que le comité a réfléchi à des pistes de solution pour diminuer les irritants et améliorer le processus. Il est intéressant de constater que cette démarche de bilan a permis, en soi, de réduire les insatisfactions et a offert aux partenaires présents une vision plus large du processus qui a pu être inspirant pour leur territoire. Par contre, étant donné que cette démarche s'est réalisée alors que la plupart des sommes dédiées au FQIS sur chaque territoire ont été engagées, les pistes de solutions identifiées pourront davantage être utilisées dans le cadre d'une autre édition du FQIS. La synthèse de la démarche reste à produire et les conclusions pourront être transmises au comité de gestion du FQIS de même qu'à la conseillère de la CRÉ et aux membres du comité bilan.

Toujours au niveau du FQIS, le Consortium a maintenu à jour la page web FQIS hébergé sur le site du Consortium. La description des projets a été ajoutée au fur et à mesure que les projets ont été adoptés par le CA de la CRÉ.

<http://www.consortium-mauricie.org/Default.aspx?idPage=37>

3.4 Orientation 4 : Communication

Orientation 4

Promouvoir le développement social comme partie intégrante du développement de la région.

- 4.1 Démystifier et vulgariser l'approche de développement social.
- 4.2 Conscientiser le milieu économique et politique de la région à l'approche de développement social.
- 4.3 Favoriser l'échange de connaissances et de pratiques en développement social.

La promotion du développement social a été assurée de nouveau cette année par l'échange de connaissances et de pratiques à travers des activités de formation et de réseautage de même que par les moyens de communication et les médias sociaux. Les actions concrètes réalisées dans cette orientation seront expliquées dans la section suivante qui sera complétée par un bilan des communications à la section 5.

3.4.1 Démystifier et vulgariser l'approche de développement social.

Cet objectif est étroitement relié avec le plan de communication mis en place pour promouvoir le développement social de la région. Pour l'année 2013-2014, les communications se sont poursuivies telles qu'orientées par le plan de communication revu en 2012 et par l'adaptation de certains outils de communication au cours de 2013. Les détails sur le volet communication seront présentés à la section 5.

3.4.2 Conscientiser le milieu économique et politique de la région à l'approche de développement social

Cette année peu d'activités de promotion du développement social auprès des milieux économique et politique ont été réalisées. Cet objectif semble difficile à atteindre avec les moyens actuels. Le constat de la difficulté de créer des ponts avec le milieu municipal et économique semble par ailleurs national comme l'a démontré le RQDS dans sa tournée des régions. Qu'à cela ne tienne, deux actions principales peuvent être relevées relativement à cet objectif.

Tout d'abord, une présentation du Consortium et des actions en développement social a été présentée au CA de la CRÉ le 5 décembre 2013 pour sensibiliser les élus au travail réalisé par les partenaires au niveau du développement social. Il s'agissait par ailleurs d'un objectif de conscientisation en prévision du renouvellement de l'entente en développement social.

« Un brin de jasette philosopale »

Pour une 2^e année, le Consortium a organisé conjointement avec le Pôle d'économie social de la Mauricie une activité dans le cadre des Journées québécoises de solidarité internationale (JQSI) soutenue par le Comité solidarité Trois-Rivières (CS/TR). L'activité « Un brin de jasette philosopale » a eu lieu le 12 novembre 2013 en soirée où, inspirée par le thème des JQSI « il faut se parler », l'activité visait à réfléchir aux questions d'éthiques et de valeur en économie. Ce « brin de jasette » a attiré une trentaine de personnes de différents milieux.

3.4.3 Favoriser l'échange de connaissances et de pratiques en développement social

Le Consortium a favorisé cette année à l'échange de connaissances en matière de développement social à diverses occasions, notamment lors de l'événement régional « Pleins feux sur la participation citoyenne » qui fut présenté au point 3.3.3.

Mentionnons également la poursuite des actions reliées à la formation « Ma communauté, clé en main » où le Consortium a assuré un mécanisme de suivi et de soutien auprès des intervenants ayant suivi la formation au cours de l'année 2013. Un soutien a notamment été apporté à la démarche réalisée sur le territoire de Grand-Mère entre février et mai 2014. Cette expérience permettra de réviser certains contenus et même bonifier la trousse « Ma communauté, clé en main » afin de mieux répondre aux besoins des intervenants qui utilise l'instrumentation.

Enfin, le Consortium a terminé cette année son implication au sein du comité chapeauté par le RQDS qui avait pour mandat de travailler à la conception d'une vidéo et d'outils d'animation pour la tournée des régions qui a débutée en septembre 2013.

4. Bilan détaillé 2013-2014

Orientation 1 : Mobiliser les acteurs autour d'une vision commune du développement social et du Consortium en développement social de la Mauricie.			Rapport d'activités
Objectifs	Moyens / Actions	Résultats attendus	1 ^{er} avril au 31 décembre 2013 1 ^{er} janvier au 31 mars 2014
1.1 Revisiter et actualiser la vision, mission et le rôle du Consortium en développement social de la Mauricie.	1.1.1 Réaliser une activité préalable à l'adoption du plan d'action pour s'entendre sur la vision, mission et rôle du Consortium. 1.1.2 Réfléchir et statuer sur la composition des membres du comité de coordination du Consortium. 1.1.3 Élaborer et réaliser le plan d'action 2012-2014 en conformité avec la vision et le rôle du Consortium.	Les membres du comité de coordination et du comité de gestion s'entendent sur une vision commune du Consortium en développement social. Le plan d'action 2012-2014 est adopté et mis en œuvre.	Cette action a été réalisée à l'automne 2012. 1.1.1) 12 septembre 2012 : activité réalisée lors du Lac-à-l'épaulé 2012 - Amène la création du comité vision (rencontre le 31 octobre) pour revoir la mission et la vision du Consortium. 1.1.2) Réflexion réalisée au cours du Lac-à-l'épaulé : La décision de maintenir le statu quo de la composition du COCO du Consortium est adoptée. Une proposition de réaliser une activité du « COCO élargi » est envisagée dans le plan d'action. 1.1.3) Le plan d'action 2012-2014 est approuvé lors du Lac-à-l'épaulé de septembre 2012. Mise en application du plan d'action au cours de 2013-2014. -
1.2 Porter et démontrer la vision, la mission et les réalisations du Consortium auprès des différents partenaires impliqués dans le développement social.	1.2.1 Mettre sur pied un comité VISION et produire une réflexion revisitant et actualisant la mission/vision du Consortium. 1.2.2 Mettre à jour au besoin les informations contenues dans le dépliant promotionnel (voir plan de communication point 5). 1.2.3 Mettre à jour l'organigramme et déterminer un slogan.	Les partenaires du Consortium, notamment les membres du comité de gestion, sont au fait des particularités et de la raison d'être du Consortium dans le domaine du développement social en Mauricie.	Cette action a été réalisée au cours de 2012-2013. - Rencontre le 31 octobre 2012 et le 23 novembre 2012 (pour révision de la mission et de la vision) - Présentation au COCO le 4 décembre 2012 (adoptée par les membres) - Présentation de la mission/vision au comité de gestion (24 janvier 2013) et adoption de la vision/mission - Changement de la mission/vision sur le site web du Consortium
1.3 S'approprier une définition commune du développement social.	1.3.1 Réaliser une activité lors d'un Lac-à-l'épaulé pour revoir la définition du développement social et en posséder une compréhension commune. 1.3.2 Utiliser les communications pour faire valoir la vision et définition du développement social dans la région (lien avec 4.1). (voir plan de communication points 1-2-3-8-10)	Les membres du comité de coordination et du comité de gestion s'entendent sur une vision commune du développement social et sont en mesure de porter cette vision au sein de leur propre organisation.	Cette action a été réalisée au cours de 2012-2013. Réflexion effectuée au cours d'une activité réalisée lors du Lac-à-l'épaulé de septembre 2012.

<p>1.4 Assurer la présence du Consortium comme acteur incontournable du développement social en Mauricie.</p>	<p>1.4.1 Négocier la prochaine entente spécifique en développement social (évaluer la possibilité d'un plan quinquennal).</p> <p>1.4.2 Produire un document d'analyse pour soutenir la réflexion autour du renouvellement de l'entente : illustrer les modes d'organisation du développement social dans les régions du Québec et faire ressortir les particularités du Consortium.</p> <p>1.4.3 Élaborer une planification stratégique (2013-2016) en vue du renouvellement de l'entente spécifique.</p>	<p>Une prochaine entente en développement social est négociée et mise en vigueur à partir du 1^{er} avril 2014.</p> <p>Un document est disponible pour faciliter les réflexions.</p> <p>Une planification stratégique est élaborée de façon concertée par les partenaires du Consortium.</p>	<p>Mars à décembre 2012 : signature du projet d'addenda 2013-2014 qui prolonge d'un an les activités du Consortium</p> <p>1.4.1) Mise sur pied d'un comité stratégique composé des cinq partenaires de l'entente pour mettre en œuvre une démarche pour le renouvellement de l'entente et la rédaction du plan d'action concerté. huit rencontres du comité stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 juillet 2013 - 10 septembre 2013 - 25 septembre 2013 - 8 octobre 2013 - 4 novembre 2013 - 28 novembre 2013 - 11 février 2014 - 25 février 2014 <p>1.4.2) Le document d'analyse a plutôt consisté en un bilan de l'année 2013-2014 et un bilan sommaire de l'entente 2010-2014 produit au cours de l'été 2013 et présenté au COCO le 10 septembre 2013.</p> <p>1.4.3) Les rencontres du comité stratégique ont permis de débiter l'élaboration du plan d'action concerté. Présentation des travaux au COCO le 24 septembre 2013, 3 décembre 2013 et le 11 mars 2014. Présentation des travaux au comité de gestion : 4 avril 2014.</p> <p><u>Consultation territoriale :</u> Haut St-Maurice : 27 janvier 2014 Maskinongé : 3 février 2014 Mékinac : 10 février 2014 Shawinigan : 13 mars 2014 Des Chenaux : 23 avril 2014 Trois-Rivières : à venir</p>
---	---	--	---

Orientation 2 : Maintenir et développer la concertation intersectorielle des organisations locales, régionales et nationales.			Rapport d'activités
Objectifs	Moyens / Actions	Résultats attendus	1er avril au 31 décembre 2013 1er janvier au 31 mars 2014
2.1 Soutenir la concertation au sein des comités territoriaux de développement social.	<p>2.1.1 Assurer la participation du Consortium aux rencontres des comités territoriaux dans les différents territoires.</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence en personne lors des rencontres (selon les disponibilités) - participation téléphonique <p>2.1.2 S'impliquer au besoin dans les activités organisées par les comités territoriaux.</p>	La conseillère en développement social participe aux rencontres des comités territoriaux et s'implique au besoin dans les activités organisées par les comités.	<p>Le Consortium a participé aux rencontres suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Haut St-Maurice : présence le 27 janvier 2014 (plan d'action Consortium) • Quartiers vie : 3 mai 2013, 21 juin 2013, 8 novembre 2013, 16 janvier 2014 (participation Opération propreté 14 mai 2013) • Maskinongé : 13 juin 2013 et 3 février 2014 • Des Chenaux : 21 novembre 2013 (Réseau local de services) et 26 novembre 2013 (23 avril 2014 plan d'action Consortium) • Mékinac : 30 avril 2013, 11 juin 2013, 18 novembre 2013, 10 février 2014 (plan d'action Consortium) • Shawinigan : 21 mai 2013, 15 janvier 2014, 13 février 2014, 13 mars 2014 (plan d'action Consortium) • Démarche 1^{er} quartier : 4 juin 2013, 18 juin 2013 (planification stratégique avec Réal Boisvert), 6 novembre 2013, 21 janvier 2014, 4 février 2014 (8 avril 2014)
2.2 Favoriser la liaison et la communication entre les instances de concertation locales et régionales notamment pour faciliter l'arrimage des actions en développement social dans la région.	<p>2.1.1 Favoriser le partage d'information.</p> <ul style="list-style-type: none"> - via la présence aux rencontres - via les outils de communication du Consortium (voir plan de communication) <p>2.2.2 Rédiger un rapport d'activités et un bilan annuel à chaque fin d'année financière.</p> <p>2.2.3 Réaliser un document synthétisant les plans d'action et les projets déposés par les comités territoriaux dans le cadre du FQIS. (lien avec 3.11)</p> <p>2.2.4 Mettre à jour la page du site internet du Consortium portant sur le FQIS pour faire état des projets réalisés dans la région.</p>	<p>La liaison et les communications sont maintenues entre le Consortium et les comités territoriaux ce qui enrichit les échanges entre les différentes instances reliées au développement social dans la région.</p> <p>Un rapport annuel est réalisé à chaque fin d'année financière et est partagé avec les membres du Consortium.</p> <p>La synthèse est réalisée et présentée au comité de gestion et au comité de coordination.</p> <p>Une page du site internet est consacrée au FQIS et les informations sont mises à jour régulièrement.</p>	<p>2.2.1 Présence de la conseillère en développement social aux rencontres des comités territoriaux (voir ci-dessus).</p> <p>Mise à jour des pages web des comités territoriaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coco 22 mai : explication de la démarche (les CLDS doivent réviser le contenu de leur page) - modification des pages par la conseillère en communication <p>2.2.2 Rédaction du rapport d'activité et du bilan annuel. Publication des faits saillants de l'année 2012-2013 ; mis en ligne sur le site web (septembre 2013).</p> <p>2.2.3 Animation de la démarche de Bilan FQIS : 4 rencontres (10 juillet 2013, 18 octobre 2013, 20 novembre 2013 et 17 février 2014) Le document synthèse de la démarche est actuellement en rédaction.</p> <p>2.2.4 Page web sur les projets FQIS : mises à jour en continu</p>

<p>2.3 Assurer une meilleure cohésion entre les acteurs locaux et régionaux œuvrant en développement social.</p>	<p>2.2.2 Réunir les partenaires de l'entente spécifique en développement social (comité de gestion) pour assurer l'atteinte des objectifs, la mise en œuvre, le financement et le suivi budgétaire de l'entente.</p> <p>2.2.3 Réunir les partenaires locaux et régionaux lors des rencontres régionales du comité de coordination.</p> <p>- rencontre régulière du comité de coordination et Lac-à-l'épaulé</p> <p>2.3.3 Utiliser un tableau de bord à compléter par les partenaires pour favoriser le partage d'information et la mise à jour des actions des partenaires au cours de l'année et lors des rencontres du comité de coordination.</p> <p>2.3.4 Réunir au cours d'une rencontre régionale les acteurs « élargis » reliés au développement social pour échanger sur les enjeux dans les différents secteurs.</p>	<p>Un minimum de trois rencontres par année est réalisé avec les membres du comité de gestion.</p> <p>Un minimum de quatre rencontres est réalisé au cours de l'année avec les membres du comité de coordinations</p> <p>Un tableau de bord est créé et utilisé par les membres du comité de coordination. Le tableau de bord est déposé sur l'intranet du Consortium et peut être complété en ligne (si possible)</p> <p>Une rencontre régionale est réalisée invitant des partenaires provenant de secteurs diversifiés (femmes, aînés, etc.)</p>	<p>2.3.1 Suivi réalisé par le comité de gestion au cours de quatre rencontres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 11 juin 2013 - octobre 2013 - 22 novembre 2013 - 27 novembre 2013 (rencontre spéciale démarche Bilan FQIS) - 31 janvier 2014 <p>2.3.2 Réalisation de quatre rencontres du COCO :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 22 mai 2013 - 24 septembre 2013 (tournée des régions du RQDS) - 3 décembre 2013 - 11 mars 2014 <p>2.3.3 Le tableau de bord a été utilisé par les membres du COCO pour la tenue de chaque rencontre (permet de colliger les nouvelles des partenaires, simplifier le tour de table et enrichir l'Émergens).</p> <p>2.3.4 Création du comité participation citoyenne devant répondre à cet objectif ; finalement le comité a travaillé sur un événement régional ouvert à tous les secteurs sur le sujet de la participation citoyenne.</p>
<p>2.4 Assurer une représentation au niveau national et favoriser la liaison entre le national et les territoires de la région.</p>	<p>2.2.2 Participer aux actions et aux rencontres organisées par le Réseau québécois de développement social (RQDS).</p>	<p>Le Consortium en développement social est représenté aux activités et lors des rencontres du RQDS.</p>	<p>Rencontre printanière : 14-15 mai 2012 (Tadoussac)</p> <p>Rencontre d'automne : 13-14 novembre 2013 (Montérégie-Est)</p> <p>Logement social :</p> <p>Rencontre téléphonique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 juin 2013 <p>Tournée des régions :</p> <p>Participation à la conception d'une vidéo synthétisant l'analyse des bilans régionaux</p> <p>(rencontres en 2013 : 19 avril visionnement de la vidéo, autres rencontres avec Marie-Denise pour l'animation de la tournée des régions)</p>

Orientation 3 : Soutenir la réalisation d'actions concertées en développement social répondant aux besoins au niveau local et régional.			Rapport d'activités
Objectifs	Moyens /actions	Résultats attendus	1er avril au 31 décembre 2013 1er janvier au 31 mars 2014
Sécurité alimentaire			
3.1 Favoriser la concertation régionale des acteurs en sécurité alimentaire et assurer la liaison avec les concertations locales.	3.1.1 Soutenir et animer les rencontres du comité régional en sécurité alimentaire. 3.1.2 Élaborer un plan d'action du comité régional en sécurité alimentaire.	Le comité régional en sécurité alimentaire se rencontre de façon régulière. La concertation se maintient entre les acteurs régionaux de la sécurité alimentaire. Un plan d'action en sécurité alimentaire est élaboré.	3.1.1 Huit rencontres du CRSA réalisées en 2013-2014 : <ul style="list-style-type: none"> - 23 avril 2013 - 30 avril 2013 (préparation rencontre régionale en SA) - 20 juin 2013 - 4 septembre 2013 - 31 octobre 2013 - 12 décembre 2013 - 6 février 2014 - 25 mars 2014 3.1.2 Le plan d'action a été élaboré au cours de 2012-2013 et un suivi a été fait au cours de l'année 2013-2014 Adoption par le CRSA d'une vision de la sécurité alimentaire.

<p>3.2 Permettre le partage d'informations relatives à la sécurité alimentaire et aux actions locales et régionales.</p>	<p>3.2.1 Réaliser des rencontres régionales (de formation et de concertation) en sécurité alimentaire. - présenter les recherches de l'ASSS sur le panier à provisions nutritif (PPN). - voir plan de communication point 6</p> <p>3.2.2 Faire connaître la démarche de concertation locale et régionale en sécurité alimentaire auprès de diverses instances : - comité de coordination (et comité de gestion) - forum de la société civile de la CRÉ - auprès des acteurs en sécurité alimentaire réunis au cours d'une rencontre régionale</p> <p>3.2.3 Assurer la mise à jour de la page web en sécurité alimentaire du Consortium (voir plan de communication point 10).</p> <p>3.2.4 Réaliser une activité de diffusion des résultats du portrait en sécurité alimentaire (voir plan de communication point 4).</p>	<p>Une rencontre régionale est organisée par année.</p> <p>La démarche de concertation en sécurité alimentaire est présentée au moins à trois reprises.</p> <p>La page web en sécurité alimentaire est mise à jour régulièrement.</p> <p>Une activité de diffusion (conférence de presse, présentation lors d'une rencontre régionale, etc.) est réalisée pour présenter le portrait en sécurité alimentaire.</p>	<p>3.2.1 Une rencontre régionale a été organisée le 31 mai 2013. - 55 personnes présentes - présentation des projets FQIS en cours en sécurité alimentaire (panel et atelier) - présentation de l'étude sur le coût du PPN - présentation des faits saillants du Portrait de la sécurité alimentaire en Mauricie</p> <p>Le CRSA a travaillé en 2014 à l'organisation d'une rencontre régionale en SA (9 mai 2014) sous le thème : « Sécurité alimentaire et économie sociale ; valeurs ajoutées ! »</p> <p>3.2.2 Participation à l'université d'été du GESQ (23-24 mai 2013 à Shawinigan) Rencontre avec André Beaudoin de l'UPADI (20 juin 2013)</p> <p>3.2.3 Mise à jour de la page web en sécurité alimentaire (janvier 2013 première mise à jour) ; - mise à jour des répertoires en 2014 (et mise à jour des répertoires sur le site web)</p> <p>3.2.4 Révision du portrait en sécurité alimentaire (révision en cours, version finale prévue à l'été 2014) - présentation des faits saillants à la rencontre régionale du 31 mai 2013</p>
<p>3.3 Soutenir l'émergence de projets novateurs reliés à la sécurité alimentaire.</p>	<p>3.3.1 Contribuer à la réflexion et à l'élaboration d'un projet régional (de type Bonne boîte bonne bouffe).</p> <p>3.3.2 Supporter au besoin les initiatives et les projets des organismes.</p>	<p>La réflexion aboutit à la réalisation d'un projet régional (ou à l'abandon du projet en documentant les contraintes) ou à une contribution du Consortium à des projets portés par des organismes.</p>	<p>Réflexions pour évaluer les possibilités d'arrimage des travaux du CRSA et du plan d'action régional SHV piloté par le TIR-SHV (où siège le Consortium); deux rencontres ont eu lieu avec des membres du CRSA et Claire Chouinard de QEF pour alimenter le plan d'action régional. - Un suivi des discussions et du plan d'action sera à faire au cours de 2014-2015 pour orienter le plan d'action du CRSA.</p>
<p>3.4 Soutenir la régionalisation de Se nourrir, agir et se développer (NAD).</p>	<p>3.4.1 Participer aux rencontres du comité de gestion de NAD.</p>	<p>NAD réalise des actions pour la région de la Mauricie.</p>	<p>3.4.1) Participation au comité de gestion de NAD : - 23 avril 2013 - 5 juin 2013 - 18 juin 2013 - 3 septembre 2013 - 29 octobre 2013 - 4 décembre 2013</p>

Habitation

3.5 Favoriser la concertation régionale des acteurs en habitation.	2.2.2 Soutenir et animer les rencontres du comité régional habitation.	Le comité régional en habitation se rencontre de façon régulière. La concertation se maintient entre les acteurs régionaux en habitation.	3.5.1 Le Consortium a animé quatre rencontres du comité régional en habitation en 2013-2014 : - 15 avril 2013 - 27 septembre 2013 - 11 décembre 2013 - 14 février 2014
3.6 Mettre en œuvre un plan d'action répondant aux besoins identifiés.	3.6.1 Assurer le suivi du portrait régional en habitation. - Mise à jour des actions des territoires en matière d'habitation. - Remise du rapport final à la SHQ 3.6.2 Élaborer un plan d'action régional. 3.6.3 Travailler à l'élaboration d'un projet régional en habitation soutenu par le FQIS régional.	Le rapport est remis à la SHQ incluant le bilan des actions des territoires. Un plan régional est élaboré par les membres du comité régional en habitation. Le comité régional soutient la mise en œuvre d'un projet régional en habitation qui sera réalisé d'ici à septembre 2015.	3.6.1) Portrait de l'habitation : - rapport final remis à la SHQ (mars 2013) 3.6.2 Le plan d'action n'a pas été élaboré, car le travail s'est concentré sur l'élaboration d'un projet régional en habitation. 3.6.3 Mise sur pied d'un comité travail appelé « comité-conseil » pour l'élaboration et le suivi du projet régional habitation FQIS : - 3 juin 2013 - 17 juin 2013 - 28 août 2013 - 30 octobre 2013 - 25 novembre 2013 - 24 janvier 2014 - 14 mars 2014 - 28 avril 2014
3.7 Permettre le partage d'informations relatives à l'habitation et aux actions locales et régionales reliées au logement.	3.7.1 Aborder la thématique de l'habitation lors des rencontres des comités territoriaux de développement social. - participer à la réalisation des bilans par territoire (3.6.1) - diffuser des informations sur l'habitation lors de ces rencontres 2.2.2 Assurer la mise à jour de la page web en habitation. (voir plan de communication point 10)	La thématique de l'habitation est abordée au cours d'au moins une rencontre par comité territorial de développement social. La page web en habitation est mise à jour.	3.7.1) Bilan par territoire (pour le rapport final de la SHQ) fait en 2013 3.7.2) Mise à jour de la page web en habitation en incorporant les informations sur le projet régional « Ensemble et bien logé » Création d'une page facebook pour le partage d'informations relatives au projet et sur l'habitation en général.

Développement citoyen

<p>3.8 Promouvoir les valeurs de la Déclaration citoyenne.</p>	<p>3.8.1 Soutenir et animer les rencontres du comité développement citoyen.</p> <p>3.8.2 Élaborer une politique des médias sociaux pour encadrer la diffusion d'information en lien avec le développement citoyen (voir 4.1.3). (plan de communication point 9)</p> <p>3.8.3 Assurer une diffusion continue d'information relative au développement citoyen (plan de communication point 8). - sur les médias sociaux identifiés; - en lien avec les thématiques d'actualité (ex. : élection, etc.)</p>	<p>Le comité redéfinit sa mission, ses mandats et ses objectifs et élabore un plan d'action.</p> <p>Une politique des médias sociaux est produite et prise en compte.</p> <p>L'information circule de façon continue sur les médias sociaux.</p>	<p>3.8.1 Rencontres du comité développement citoyen mobilisé autour de l'organisation d'un événement régional de participation citoyenne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 avril 2013 - 7 mai 2013 - 25 juin 2013 - 21 août 2013 - 26 novembre 2013 - 28 janvier 2014 - 26 février 2014 <p>3.8.2 Politique élaborée en 2012</p> <p>3.8.3 Renforcement de la diffusion d'information sur les médias sociaux. Utilisation des médias sociaux pour diffuser des informations concernant le développement citoyen.</p>
<p>3.9 Promouvoir et soutenir les actions existantes reliées au développement citoyen.</p>	<p>3.9.1 Assurer une veille relativement aux actions en lien avec le développement citoyen et appuyer les actions au besoin. - Projet de leadership citoyen (Démarche des premiers quartiers)</p> <p>3.9.2 Réaliser des capsules vidéo ou audio pour promouvoir les initiatives existantes en lien avec les valeurs de la déclaration citoyenne.</p> <p>3.9.3 Réaliser un événement régional sur la participation citoyenne en Mauricie.</p>	<p>Le Consortium recense les actions liées au développement citoyen et en fait la promotion via différents outils de communication (voir plan de communication).</p> <p>Le contenu des capsules est élaboré par les membres du comité développement citoyen et la production des capsules (audio ou vidéo) est assurée selon les moyens à disposition.</p> <p>Un événement régional est organisé en octobre 2013 et réunit environ 200 acteurs du développement social de la région.</p>	<p>3.9.1 Nouvelle orientation du comité développement citoyen suite à l'événement régional : le comité à titre de « veille » stratégique des outils et informations relatives à la participation citoyenne.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réunions ont eu lieu en 2014 pour situer les actions du comité - Début du recensement d'informations reliées à la participation citoyenne - Orientations pour 2014-2015 : observatoire de la participation citoyenne <p>3.9.2 Réalisation de dix capsules vidéos (et une régionale) sur des actions inspirantes en participation citoyenne pour chacun des six territoires de la Mauricie. Les capsules ont été diffusées et sont en ligne sur You Tube.</p> <p>3.9.3 Réalisation d'un événement régional sur la participation citoyenne « Pleins feux sur la participation citoyenne »</p> <ul style="list-style-type: none"> - 25 octobre 2013 - Plus de 200 personnes présentes - Six vidéos sur des actions inspirantes - Travail en atelier sur les actions inspirantes - Panel sur la mobilisation citoyenne

<p>3.10 Mettre en place une stratégie de diffusion et de communication relativement au jeu Bouche-à-Oreille^{MC}.</p>	<p>3.10.1 Élaborer un plan marketing pour assurer la diffusion de Bouche-à-Oreille^{MC}</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur les médias sociaux - animation dans les milieux - identifier un porteur du jeu (pour en faire la promotion) <p>3.10.2 Participer à la promotion du développement citoyen par l'entremise du jeu.</p>	<p>Un plan marketing est élaboré.</p> <p>La promotion du développement citoyen est réalisée à travers les médias sociaux.</p>	<p>3.10.1 Décision du comité de coordination de donner le jeu Bouche-à-Oreille</p> <p>3.10.2 Le jeu est distribué dans les événements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forum social mondial (Tunis mars 2013) - Pleins feux sur la participation citoyenne (octobre 2013) - Rencontre du RQDS - Activité « Brin de jasette philosophale » dans le cadre des JQSI
<h2>Autres enjeux</h2>			
<p>3.11 Identifier les enjeux, besoins et défis en développement social en Mauricie.</p>	<p>3.11.1 Réaliser un document synthétisant les plans d'action et les projets déposés par les comités territoriaux dans le cadre du FQIS pour obtenir un portrait des enjeux de la région (voir 2.2.2).</p> <p>3.11.2 Participer aux rencontres des comités territoriaux de développement social pour demeurer informé des enjeux et besoins.</p>	<p>Un document synthèse des projets FQIS est réalisé.</p> <p>La conseillère en développement social participe aux rencontres des comités territoriaux.</p>	<p>3.11.1 La page FQIS sur le site web du Consortium est mise à jour après chaque CA de la CRÉ où des projets sont acceptés.</p> <p>Participation de la conseillère en développement social aux réunions du comité de gestion du FQIS ; favorise une meilleure connaissance du FQIS et une meilleure circulation d'information.</p> <p>3.11.2 Participation régulière aux comités territoriaux de développement social (voir 2.1).</p>
<p>3.12 Soutenir les milieux locaux et régionaux concernant les enjeux et les défis de développement social en Mauricie identifiés par les partenaires.</p>	<p>3.12.1 Suivre les travaux du comité en transport collectif interterritorial.</p> <p>3.12.2 Collaborer à des actions reliées aux enjeux de développement social en Mauricie.</p> <ul style="list-style-type: none"> - actions ponctuelles - création de comités de travail 	<p>Le Consortium est informé des actions du comité en transport collectif. Le réseau de transport collectif est maintenu et développé.</p> <p>Le Consortium est partenaire d'actions en développement social dans la région.</p>	<p>3.12.1 Participation aux rencontres du comité transport collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 juin 2013 - 26 juin 2013 - 28 août 2013 - 16 septembre 2013 - 2 octobre 2013 - 7 octobre 2013 - 9 décembre 2013 - 26 mars 2014 <p>3.12.2 Animation de la démarche de bilan FQIS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rencontres du comité bilan : <ul style="list-style-type: none"> o 10 juillet 2013 o 18 octobre 2013 o 20 novembre 2013 o 17 février 2014 - Illustration de la démarche a nécessité des rencontres individuelles avec les six représentants des territoires pour connaître leur version de la mise en place. - Travail suite aux rencontres pour illustrer la démarche pour chaque territoire.

	<p>3.12.3 Participer au comité pour déterminer un plan d'action pour la Table enfance-jeunesse-famille.</p>	<p>La conseillère en développement social participe aux rencontres du comité et un plan d'action est élaboré pour la table.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Travail d'illustration finale. - Compte-rendu des rencontres - Synthèses et analyse des informations. <p>Participation du Consortium à la Table intersectoriel SHV (TIR-SHV)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rencontre régionale 18 février 2014 - Rencontre téléphonique 14 avril 2014 - Rencontre chantier en sécurité alimentaire 3 avril et 1^{er} mai <p>3.12.3) Rencontre de la Table enfance-jeunesse-famille</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 mai 2013 - Comité de travail 17 septembre 2013
--	---	---	--

Orientation 4 : Promouvoir le développement social comme partie intégrante du développement de la région.			Tableau de bord Conseillère en développement social
Objectifs	Moyens / Actions	Résultats attendus	1er avril au 31 décembre 2013 1er janvier au 31 mars 2014
4.1 Démystifier et vulgariser l'approche de développement social.	<p>4.1.1 Mettre à jour le plan de communication.</p> <p>4.1.2 Procéder à une évaluation et une révision des outils de diffusion du Consortium (ÉmerGens, Site internet, Infolettre, Médias sociaux, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tournée des comités territoriaux pour faire une évaluation des communications et de ses moyens. <p>4.1.3 Utiliser les médias sociaux pour échanger sur les enjeux et projets de développement social et ainsi démystifier le développement social auprès d'un vaste public (en lien avec la politique des médias sociaux 3.8.2). (voir plan de communication point 8)</p>	<p>Des stratégies de communication adaptées sont développées pour faire comprendre le développement social et faire part des réalisations dans la région.</p> <p>Les outils sont revus et optimisés pour faciliter la promotion du développement social.</p> <p>De nouveaux contenus et des échanges se font régulièrement par les médias sociaux</p>	<p>4.1.1 Le plan de communication a été mis à jour en même temps que la révision du plan d'action pour l'année 2013-2014.</p> <p>4.1.2 Évaluation fait en 2013.</p> <p>4.1.3 Utilisation de la plateforme Facebook et Twitter pour diffuser de l'information sur le développement social en lien avec la région et à l'extérieur de la région</p>
4.2 Conscientiser le milieu économique et politique de la région à l'approche de développement social.	<p><u>Économique</u></p> <p>4.2.1 Participation du Consortium (ou des membres du Consortium) à des activités des Chambres de commerce de la région.</p> <p>4.2.2 Consolider les liens avec l'économie sociale par l'entremise du Conseil régional en économie sociale de la Mauricie (CRES).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Voir pour une participation conjointe aux Journées québécoises de solidarité internationale (JQSI,) novembre 2012 et 2013 <p><u>Politique</u></p> <p>4.2.3 Présence du Consortium auprès d'instances politiques régionales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forum de la société civile (de la CRÉ) - Conseil des maires (via les comités territoriaux) - CRÉ - Tables des préfets. 	<p>Le Consortium participe à au moins deux activités de réseautage avec le milieu économique par année.</p> <p>Le Consortium s'associe au CRES pour la réalisation d'activités conjointe reliée à l'économie sociale.</p> <p>Le Consortium participe à au moins deux rencontres avec des instances politiques par année.</p>	<p>4.2.1 Abonnements aux chambres de commerce de Trois-Rivières et de Shawinigan ; le Consortium n'a participé à aucune activité des Chambres de commerce pour 2013-2014 (l'activité est donc à réévaluer pour un prochain plan d'action)</p> <p>4.2.2 Organisation d'une activité dans le cadre des JQSI conjointement avec le Pôle d'économie sociale Mauricie JQSI : Brin de jasette philosophale</p> <p>4.2.3 Présentation au CA de la CRÉ (5 décembre 2013) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation du Consortium et des actions en développement social de la région - Présentation d'un projet en transport collectif

	4.2.4 Vérifier les besoins des comités territoriaux en matière de soutien pour la création de liens avec les conseils municipaux (création d'outils au besoin).	Une étude de besoin est réalisée auprès des comités territoriaux au sujet des outils pouvant être produits pour faciliter les liens avec les conseils municipaux.	4.2.4 Pas eu d'activités en lien avec cet objectif.
4.3 Favoriser l'échange de connaissance et de pratiques en développement social.	<p>4.3.1 Identifier les besoins de développement de compétences au niveau régional et local. - Lors des rencontres du comité de coordination - Lors des rencontres des comités territoriaux</p> <p>4.3.2 Réaliser une formation portant sur l'outil d'appréciation du potentiel de développement des communautés.</p> <p>4.3.3 En lien avec la formation sur l'outil (4.3.2), adapter et faire circuler la trousse « Ma communauté clé en main » à partir de celle développée par le Comité régional en développement social Centre-du-Québec (CRDS).</p> <p>4.3.4 Assurer un mécanisme de suivi et de soutien auprès des intervenants qui utiliseront l'outil d'appréciation du potentiel des communautés (et la trousse associée).</p> <p>4.3.5 Réaliser une journée régionale en développement social portant sur la participation citoyenne : « Pleins feux sur la participation citoyenne ». (voir 2.3.4)(voir plan de communication point 6)</p> <p>4.3.6 Participer à l'événement national « Bilan et perspectives » chapeauté par le RQDS ; tournée des territoires. (voir plan de communication point 6)</p> <p>4.3.7 Évaluer la possibilité de participer à des événements internationaux relatifs au développement social dans une optique d'échange de connaissance et de bonnes pratiques.</p> <p>4.3.8 Favoriser la mise à jour des données de l'Atlas en suscitant la participation des territoires.</p>	<p>Les besoins de développement de compétences sont connus par le Consortium et mènent à une réflexion sur une orientation de développement de compétences (pour un prochain plan d'action).</p> <p>La formation est donnée aux agents de développement de la région.</p> <p>La trousse est adaptée aux besoins et ce matériel de formation est distribué aux agents de développement de la région.</p> <p>Le Consortium détermine quel rôle il joue au niveau du soutien à la démarche et assure le suivi nécessaire.</p> <p>Une journée régionale est réalisée.</p> <p>L'événement national « Bilan et perspective » a lieu en Mauricie.</p> <p>Le Consortium demeure à l'affût des possibilités de rencontres en développement social et y participe si cela s'avère pertinent.</p> <p>Le site web de l'Atlas est mis à jour et les paragraphes d'introduction des territoires sont complétés.</p>	<p>4.3.1 Une consultation est en cours de réalisation dans les territoires. En mars 2014, 3 territoires ont été rencontrés.</p> <p>4.3.2 Action réalisée en 2012-2013.</p> <p>4.3.3 Action réalisée en 2012-2013.</p> <p>4.3.4 Soutien à des démarches territoriales d'appréciation du potentiel : - démarche à Grand-Mère</p> <p>4.3.5 « Pleins feux sur la participation citoyenne » a eu lieu le 25 octobre 2013.</p> <p>4.3.6 La Tournée des régions a eu lieu le 24 septembre 2013 (réalisée avec les membres du comité de coordination du Consortium)</p> <p>4.3.7 Forum social mondial (25 au 30 mars 2013)</p> <p>4.3.8 Soutien à l'ASSS pour susciter la participation des territoires pour mettre à jour l'Atlas.</p>

5. Bilan des communications 2013-2014

Le Consortium en développement social de la Mauricie a joué un rôle important dans la circulation de l'information et l'organisation d'événements pertinents en développement social dans la région. L'utilisation assidue des différents outils de communications permet d'inscrire une note positive au bilan de l'année dernière qui s'accorde entièrement avec les objectifs du plan de communication 2012-2014 et les trois orientations suivantes:

1. Devenir un porte-parole incontournable en développement social en Mauricie (une source, une référence pour la région).
2. Favoriser les échanges entre les partenaires et les différentes organisations de la Mauricie qui sont concernées par le développement social.
3. Informer et sensibiliser un maximum de milieux par rapport aux enjeux de développement social.

Au cours des mois passés, les intervenants de la région ont eu l'occasion de participer à une rencontre régionale en sécurité alimentaire, à l'événement « Pleins feux sur la participation citoyenne » et à l'activité « Brin de jasette philosophale » organisée en partenariat avec le Pôle d'économie sociale de la Mauricie dans le cadre des Journées québécoises de solidarité internationale (JQSI). Tous ceux et celles qui s'intéressent au développement social ont pu être informés par rapport à de nouveaux outils disponibles et découvrir différentes initiatives territoriales et régionales présentées, entre autres, sur le site Internet du Consortium dont en voici un aperçu:

- Diffusion de six vidéos d'actions inspirantes en participation citoyenne;
- La mise à jour du répertoire détaillé de l'ensemble des services en sécurité alimentaire en Mauricie;
- La mise à jour des descriptions de tous les projets financés dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS);
- Un document synthèse présentant les démarches de concertations locales et régionale en sécurité alimentaire en Mauricie;
- Une dizaine d'actualités en développement social;
- Tous les outils relatifs à la formation « Ma communauté, clé en main »;
- Trois éditions du bulletin d'information l'ÉmerGens.

À l'hiver 2014, le Consortium s'est joint exceptionnellement au comité organisateur des Journées de la Francophonie en Mauricie qui ont eu lieu du 20 au 30 mars afin d'offrir un apport supplémentaire au niveau des communications. Dans le cadre de la Journée mondiale de la justice sociale du 20 février, deux partenaires importants du Consortium ont eu l'occasion de parler d'inégalités sociales à l'émission La Vie en Mauricie, diffusée sur les ondes de TVA. Les prochaines pages présentent plus en détails l'évaluation du plan de communication 2012-2014, quelques statistiques relatives aux médias sociaux, des recommandations pour maximiser les communications dans le cadre de la prochaine entente et un dossier de presse présenté en annexe.

Orientation 1 :				
Devenir un porte-parole incontournable en développement social en Mauricie (une source, une référence pour la région).				
Moyens	Objectifs spécifiques	Échéancier	Public cible	Atteinte (2013-2014)
Bulletin d'information l'ÉmerGens	1.1 Promouvoir le Consortium et ses réalisations 1.2 Promouvoir les initiatives et réalisations en développement social sur le territoire de la Mauricie.	3 éditions/an Calendrier des publications à déterminer	Principalement : <ul style="list-style-type: none"> • Partenaires • Réseau du développement social 	3 éditions ont été diffusées cette année aux mois de juin, octobre et décembre. Bien que ce dernier soit apprécié par plusieurs, il en reste que le contenu se recoupe considérablement avec celui de l'infolettre et qu'il serait plus pertinent de se concentrer sur la mise à jour fréquente du site Internet. À ce titre, les membres du comité de coordination ont donné leur accord pour diffuser l'information par les autres outils de communication tels que l'infolettre, le site Internet et les médias sociaux.
Infolettre	1.3 Fournir des informations pertinentes et rapides à consulter (généralement avec hyperlien vers le site Internet du Consortium) 1.4 Permettre de connaître les nouveautés du Consortium en un coup d'œil et ce directement par courriel. 1.5 Élargir le réseau de contacts par la possibilité de s'inscrire directement à partir du site Internet.	En continu	Principalement : <ul style="list-style-type: none"> • Partenaires • Réseau du développement social Occasionnellement : <ul style="list-style-type: none"> • Réseau politique • Réseau médiatique 	21 infolettres ont été envoyées au cours de l'année 2013-2014 permettant à un réseau de contact d'environ 300 personnes de la région et d'ailleurs d'être informé des actions du Consortium mais aussi des outils/ressources, bons coups, événements à ne pas manquer et autres initiatives inspirantes dans le domaine. Les quatre sections créées l'an dernier ont été conservées. Quelques commentaires recueillis permettent de proposer un contenu plus allégé et/ou visuellement plus convivial. La configuration actuelle de l'infolettre est présentement très limitée et aurait avantage à être revue.
Rédaction d'article pour la revue Kaléidoscope (anciennement Revue DS)	1.6 Partager les expériences novatrices, faire connaître les grands enjeux et les dossiers de l'heure en matière de développement collectif et de leur impact sur le développement des communautés conformément au sujet demandé et à la politique éditoriale de la revue.	3 éditions/an (mars, juin, novembre)	Principalement : <ul style="list-style-type: none"> • Partenaires • Réseau du développement social • Réseau politique 	Aucun article n'a été rédigé en 2013-2014. Plusieurs sujets ont été proposés en réponse à leur appel de collaboration, mais rien n'a été choisi par l'équipe de rédaction.

Orientation 1 :				
Devenir un porte-parole incontournable en développement social en Mauricie (une source, une référence pour la région).				
Moyens	Objectifs spécifiques	Échéancier	Public cible	Atteinte (2013-2014)
Lancements et conférences de presse	1.7 Réunir les médias et certains partenaires ciblés pour les informer et/ou les sensibiliser par rapport à un dossier ou projet précis.	Au besoin	<ul style="list-style-type: none"> • Partenaires • Réseau du développement social • Réseau politique • Réseau économique • Réseau médiatique et les citoyens 	Il n'y a pas eu de conférence de presse au cours de l'année 2013-2014. Toutefois, dans le cadre de la Journée mondiale de la justice sociale le 20 février dernier, nos partenaires, Réal Boisvert de l'ASSS Mauricie/Centre-du-Québec et Serge Junior Nolet de "Se nourrir, agir et se développer" ont été invités à l'émission <i>La Vie en Mauricie</i> diffusée sur les ondes de TVA. L'entrevue a permis de traiter de l'état des inégalités en Mauricie et d'informer le public par rapport à l'action partenariale NAD qui permet d'améliorer les services d'aide alimentaire bien au-delà de la distribution de nourriture.
Dépliant promotionnel	1.8 Vulgariser et synthétiser ce qu'est le Consortium. 1.9 Susciter l'intérêt face à l'organisation et au développement social. 1.10 Inciter les gens à contacter l'organisation et/ou à visiter le site Internet pour en connaître davantage.	Au besoin (éditer le contenu et réimprimer le dépliant à chaque entente spécifique)	<ul style="list-style-type: none"> • Réseau du développement social • Réseau politique • Réseau économique • Réseau médiatique et les citoyens 	Le dépliant promotionnel n'a pas été réédité. Son contenu n'est plus à jour. Depuis son impression, le Consortium a revu sa mission, sa vision et le comité de transport collectif est maintenant chapeauté par la CRÉ. De plus, les initiatives territoriales, de même que les enjeux traités par les comités régionaux ne sont plus d'actualité. Toutefois, on remarque que l'utilisation d'un dépliant élaboré n'est pas nécessaire. Les publics cibles du Consortium ont accès à Internet et donc, un signet promotionnel avec quelques informations de base et le lien vers le site serait idéal et plus viable à long terme.

Orientation 2 : Favoriser les échanges entre les partenaires et les différentes organisations de la Mauricie qui sont concernées par le développement social.				
Moyens	Objectifs spécifiques	Échéancier	Public cible	Atteinte (2013-2014)
Promotion des événements régionaux	<p>2.1 Faire connaître les différents événements organisés par le Consortium et ses partenaires auprès des acteurs concernés et les inviter à y participer.</p> <p>2.2 Profiter des événements régionaux pour promouvoir le développement social (enjeux, réalisations, initiatives des partenaires, etc.)</p> <p>2.3 Sensibiliser et interpeller les décideurs par rapport au développement social en Mauricie.</p>	Au besoin	<p>Principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partenaires • Réseau du développement social • Réseau politique 	<p>L'événement Pleins feux sur la participation citoyenne a été promu sur plusieurs plates-formes (sites Internet, Facebook, Twitter et Youtube) ainsi que par plusieurs partenaires (voir la liste en annexe). De plus, dans le cadre de l'événement, 6 actions inspirantes en participation citoyenne ont fait l'objet d'une capsule vidéo et d'une vidéo un peu plus longue qui les regroupent. Voici le nombre de visionnement pour chacune:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vidéo d'ensemble : 270 • Blitz Urbain : 160 • Coop de solidarité du Lac-Édouard : 198 • Coop de solidarité en habitation de St-Stanislas : 50 • Grande mobilisation pour les jeunes à Lac-aux-Sables : 706 • Circuits « Histoires de quartier » : 75 • Laboratoire de leadership citoyen : 71
Zone membre du site Internet	<p>2.4 Faciliter les communications internes</p> <p>2.5 Rendre accessible des documents de références et des présentations pertinentes aux membres du Consortium.</p>	En continu	<p>Exclusivement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partenaires 	<p>Les commentaires recueillis nous permettent de confirmer que cette section du site n'est pas utilisée. Les membres du comité de coordination ont donné leur accord pour ne pas reconduire cette fonctionnalité dans une éventuelle refonte du site Internet.</p>

Orientation 2 :				
Favoriser les échanges entre les partenaires et les différentes organisations de la Mauricie qui sont concernées par le développement social.				
Moyens	Moyens	Moyens	Moyens	Atteinte (2013-2014)
Médias sociaux	2.6 Inviter les gens à échanger leur point de vue par rapport au développement social autant dans son sens large que par rapport à des projets bien précis. 2.7 Favoriser la participation citoyenne. 2.8 Promouvoir l'organisation dans son ensemble. 2.9 Élargir le réseau de contacts du Consortium. 2.10 Augmenter le référencement et le nombre de visites vers le site Internet du Consortium.	En continu	<ul style="list-style-type: none"> • Partenaires • Réseau du développement social • Réseau politique • Réseau économique • Réseau médiatique et les citoyens 	Le Consortium a été bien présent sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter au courant de la dernière année. Le nombre d'abonnements envers les comptes du Consortium sont en constante progression. Ces outils permettent d'élargir la visibilité du Consortium au-delà de la région administrative et auprès de gens qui n'interviennent pas nécessairement en développement social. Cette présence a tout intérêt à être maintenue et renforcée au cours des prochaines années.
Politique des médias sociaux	2.11 Baliser le territoire éditorial (les messages seront rédigés par qui? Pour qui? Sur quel ton? À quel fréquence?) 2.12 Encadrer les commentaires recueillis.	En continu	<ul style="list-style-type: none"> • Partenaires • Réseau du développement social • Réseau politique • Réseau économique • Réseau médiatique et les citoyens 	Bien qu'elle ne soit pas affichée publiquement, la politique des médias sociaux est un document de référence à l'interne.

Orientation 3 : Informier et sensibiliser un maximum de milieux par rapport aux enjeux de développement social.				
Moyens	Objectifs spécifiques	Échéancier	Public cible	Atteinte (2013-2014)
Site Internet	3.1 Faire connaître l'organisation dans son ensemble et présenter les partenaires. 3.2 Informer les utilisateurs des enjeux régionaux de développement social et des réalisations des comités de travail. 3.3 Promouvoir les réussites du développement social de la Mauricie tant au niveau des processus, des pratiques que des projets territoriaux et régionaux. 3.4 Référer les utilisateurs vers des ressources pertinentes en développement social tels que des fonds, des recherches ou organisations. 3.5 Rendre accessibles les différentes éditions de l'ÉmerGens et permettre aux utilisateurs de s'y abonner.	En continu	Principalement : <ul style="list-style-type: none"> • Partenaires • Réseau du développement social • Réseau médiatique et les citoyens 	Le site Internet est un outil incontournable sur lequel le Consortium s'appuie pour transmettre des informations et promouvoir le développement social. Depuis sa création, l'ajout considérable de contenu a permis de voir les limites techniques qu'il comporte.
Bouche-à-Oreille ^{MC}	3.6 Susciter des débats et encourager les gens à prendre position sur des enjeux qui les concernent. 3.7 Promouvoir les valeurs de la Déclaration citoyenne. 3.8 Promouvoir la participation citoyenne.	Élaboration d'un plan marketing en 2012.	Principalement : <ul style="list-style-type: none"> • Réseau du développement social • Citoyens 	Le jeu a été présenté lors de l'événement « Pleins feux sur la participation citoyenne », dans le cadre d'une rencontre du RQDS et lors de l'activité « Brin de jasette philosophale ». L'équipe continue donc de profiter de chaque occasion pour faire valoir l'outil d'animation. Voir inventaire et quantité des jeux distribués au cours de l'année 2013-2014 à la section 3.3.3 <i>Développement citoyen</i> .
Tournée du Livre citoyen en Mauricie	3.9 Susciter l'intérêt des gens face à la démarche et aux éléments abordés lors du Forum de 2008. 3.10 Faire connaître la Déclaration et ses valeurs.	N/A	<ul style="list-style-type: none"> • Réseau politique • Réseau économique • Les citoyens 	Tel que prévu, la Tournée du Livre citoyen est terminée.

Quelques statistiques- Site Internet et médias sociaux

Les statistiques concernant l'achalandage du www.consortium-mauricie.org ne sont malheureusement pas disponibles pour l'année 2013-2014. Le compte de messagerie lié au site Internet a été supprimé cessant ainsi la cueillette des données. Une nouvelle adresse a récemment été ajoutée assurant les statistiques pour l'année prochaine.

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Facebook			
Nb d'abonnés à la page du Consortium	72	214	287
Nb d'abonnés à la page « Ensemble et bien logé ! » créée le 27 mars 2014.	N/A	N/A	16
Nb d'abonnés à la page pro de la conseillère en communication	384 amis	186 (page créée en janvier 2013)	530 amis
Twitter			
@CDSMauricie	188 abonnés	248 abonnés	341 abonnés

Évaluation et recommandations

L'année 2013-2014 conclut l'entente spécifique sur une belle lancée par l'utilisation soutenue et constante des différents outils de communications. Le positionnement de l'organisation dans les médias sociaux, la nouvelle orientation de l'infolettre présentant des initiatives inspirantes de toutes provenances, un calendrier d'événements, des formations et autres ressources pertinentes pour les intervenants place bien le Consortium dans son rôle de leader incontournable du développement social en Mauricie. Par ailleurs, en jetant un regard sur les trois dernières années, on constate que les communications et la promotion du développement social se tournent vers un échange d'informations et de bonnes pratiques beaucoup plus élargies.

En contrepartie, nous constatons que certains outils de communications prévus à l'origine ne répondent plus aux besoins de nos partenaires, notamment la zone membre, le bulletin l'ÉmerGens et le dépliant promotionnel. Le site Internet du Consortium présente quant à lui plusieurs limites techniques et ne permet pas de démontrer tout le dynamisme des concertations locales et régionales. De nouvelles actions partenariales et enjeux de développement social ont besoin d'un espace web adéquat pour faire circuler de nouvelles connaissances et outils adaptés.

À la lumière de ces constats, voici en rafale quelques recommandations en lien avec les communications :

- Procéder à une évaluation des communications en vue d'élaborer le prochain plan de communication 2014-2017:
 - Sonder les besoins au niveau du Site Internet;
 - Vérifier l'appréciation de la fréquence et du contenu de l'infolettre;
- Revoir le site Internet du Consortium dans son ensemble en fonction des besoins exprimés par les membres;
- Cesser la diffusion du bulletin l'ÉmerGens;
- Augmenter les efforts de soutien par rapport aux démarches d'appréciation de développement des communautés et peaufiner les outils de la formation « Ma communauté, clé en main »;
- Développer les liens et soutenir davantage les initiatives en participation citoyenne;
- Concevoir un signet promotionnel plutôt qu'un dépliant détaillé;
- Renforcer l'image du Consortium par rapport au transfert de connaissances.

Revue de presse 2013-2014

Couverture médiatique de la rencontre régionale en sécurité alimentaire du 31 mai 2013 :

- L'Hebdo Journal, 3 juin 2013 www.lhebdojournal.com ;
- L'Hebdo du St-Maurice;
- L'Hebdo Mékinac/des Chenaux.

Couverture médiatique de l'événement « Pleins feux sur la participation citoyenne » :

- Le Bulletin de Mékinac, 26 novembre 2013, page 8, article rédigé par Éric Morasse;
- Le Bulletin des Chenaux, 24 septembre 2013, page 6;
- Le Nouvelliste, 31 août 2013, page 41.

Et une visibilité supplémentaire grâce à nos partenaires :

- CRÉ de la Mauricie;
- ASSS Mauricie/Centre-du-Québec, (Le Résolu, Volume 9, numéro 1, 27 janvier 2014);
- CDC de T-R (Mémo de la Corpo, 4 septembre 2013, Volume 14, numéro 2, page 3);
- CDC du Centre-de-la-Mauricie;
- Pôle d'économie sociale Mauricie;
- Réseau québécois de développement social (RQDS);
- ÉCOF-CDEC de Trois-Rivières et la Démarche des premiers quartiers;
- Comité logement de Trois-Rivières;
- Portail communautaire et social du Haut Saint-Maurice (Tam Tam).



6. États financiers

Consortium en développement social de la Mauricie			
États des résultats 2013-2014			
	Solde/Période 2013-2014	Prévision 2013-2014	% budget année
Revenus			
Emploi-Québec	- \$	- \$	
Conférence régionale des élus de la Mauricie	- \$	- \$	
ASSS	2 000,00 \$	- \$	
Jeux et trousse	- \$	- \$	
Frais d'inscription	3 847,25 \$	- \$	
Autres revenus	1 011,70 \$	- \$	
Surplus année antérieure	183 917,56 \$	162 968,82 \$	
Total revenus	190 776,51 \$	162 968,82 \$	117,06 %
Dépenses			
Salaire coordonnatrice	54 355,93 \$	50 500,00 \$	108 %
Salaire conseillère en communication	13 656,61 \$	10 356,50 \$	132 %
Salaire remplaçante conseillère en communication	33 898,01 \$	34 374,48 \$	99 %
Compensation salaire RQAP	3 254,24 \$	2 789,90 \$	117 %
Taxe ASSS (conseillère en communication)	4 261,22 \$	- \$	
Charges sociales	17 203,12 \$	19 497,82 \$	88 %
Membership RQDS	100,00 \$	100,00 \$	100 %
Frais de développement et colloques	1 908,04 \$	2 000,00 \$	95 %
Frais de déplacements	2 829,82 \$	5 000,00 \$	57 %
Frais de représentations	319,13 \$	700,00 \$	46 %
Honoraires professionnels	- \$	3 000,00 \$	0 %
Charges administratives	1 200,00 \$	1 200,00 \$	100 %
Loyer et internet	9 483,00 \$	9 500,00 \$	100 %
Téléphone	762,19 \$	1 000,00 \$	76 %
photocopies	773,52 \$	500,00 \$	155 %
Papeterie/fournitures de bureau	1 060,61 \$	1 000,00 \$	106 %
Équipement informatique	160,70 \$	500,00 \$	32 %
Communication			
Site web	1 531,12 \$	600,00 \$	255 %
Promotion et publicité	2 417,26 \$	5 000,00 \$	48 %
Lac-à-l'épaule	134,35 \$	3 000,00 \$	4 %
Comités de travail	19 990,23 \$	13 000,00 \$	154 %
Total dépenses	169 299,10 \$	163 618,70 \$	103 %
Surplus (déficit)	21 477,41 \$	(649,88) \$	

7. Conclusion

Le bilan de l'année 2013-2014 témoigne de la mobilisation des partenaires pour poursuivre les travaux entamés depuis le début de l'entente spécifique tout en regardant vers l'avant pour déterminer la suite des actions. Cette dernière année de l'entente a effectivement consacré la reprise des activités du Consortium qui ont connu un ralentissement à mi-parcours. À l'heure d'écrire ce bilan, il est possible de constater que les concertations régionales chapeautées par le Consortium ont le vent dans les voiles et que les partenaires sont mobilisés autour de projets rassembleurs et porteurs pour leur région. Le Consortium maintient par ailleurs son appui aux comités territoriaux de développement social dont certains se réorganisent après les efforts fournis pour soutenir les projets FQIS de leur territoire. En plus des actions pour favoriser la concertation territoriale et régionale, le Consortium a contribué à l'échange d'expertise en développement social par des formations et par les moyens de communication adaptés aux besoins des partenaires. Le Consortium continu par conséquent de se positionner comme leader régional en développement social en partageant son expertise et en soutenant les partenaires.

L'année 2013-2014 a également été un moment pour envisager la suite des actions du Consortium d'abord en négociant la prochaine entente en développement social 2014-2017. Les discussions avec les partenaires ont permis de se donner une vision commune des enjeux régionaux de développement social et du positionnement du Consortium dans ce portrait. Les travaux entourant le renouvellement de l'entente ont mobilisé pendant l'année les partenaires pour déterminer les objectifs de l'entente et entreprendre les travaux relatifs à un plan d'action à venir. L'entente 2014-2017 permettra d'assurer la continuité des succès entrepris depuis les 15 dernières années tout en visant l'innovation pour répondre aux besoins des partenaires.

Les travaux réalisés au cours de l'année 2013-2014 auront donc permis de donner l'élan nécessaire pour poursuivre la mission du Consortium et viser une amélioration constante des conditions de vie individuelles et collectives.

Annexes A

Membres des comités du Consortium en développement social de la Mauricie (2013-2014)

Comité de gestion de l'entente spécifique

Robert Ricard	Directeur régional, Emploi-Québec Mauricie
Christian Savard	Directeur général, CRÉ de la Mauricie
Julie Colbert	Directrice générale, Centraide Mauricie
Pierre Robert	Directeur régional, MAMOT
Dr Isabelle Goupil-Sormany	Directrice de santé publique, ASSS Mauricie/Centre-du-Québec

Comité de coordination

Donat Gingras	Citoyen et président du comité territorial de développement social de la MRC de Mékinac
Guyline Asselin	CSSS du Haut St-Mauricie pour le comité territorial de développement social du Haut St-Maurice
Réjean Veillette	CDC Centre de la Mauricie pour le comité territorial de développement social de Shawinigan
Lucie Carrier	CSSS de l'Énergie pour le comité territorial de développement social de Shawinigan
Jacynthe Morasse	Ville de Trois-Rivières pour le comité de développement social de la Ville de Trois-Rivières
Marie-Josée Routhier	CSSS de Trois-Rivières pour le comité Quartiers Vie (secteur Cap-de-la-Madeleine)
Lionel Arsenault	MRC des Chenaux pour le comité de développement social des Chenaux
À déterminer	CDC de Maskinongé pour le comité local de développement social de Maskinongé
Geneviève Dubois	Pôle d'économie sociale Mauricie
Céline Lemay	UQTR pour les PICOMS
Carole Ébacher	Centraide Mauricie
Mélanie Lafrenière	CRÉ de la Mauricie
Manon Filion	MAMOT
Josée Bourassa	Direction régionale d'Emploi-Québec Mauricie
Réal Boisvert	ASSS Mauricie/Centre-du-Québec
Lucie Lafrance	ASSS Mauricie/Centre-du-Québec

Comité régional en sécurité alimentaire

Nathalie Lefebvre	CSSS de l'Énergie pour le Comité sécurité alimentaire Shawinigan
Marie-Josée Routhier	CSSS de Trois-Rivières pour la Table de concertation en sécurité alimentaire de Trois-Rivières
Josée Pagé	CAB de la Moraine pour le territoire des Chenaux
Johanne Gauthier	CSSS Vallée-de-la-Batiscan pour le territoire de Mékinac
À déterminer	CDC Haut St-Maurice pour le comité en sécurité alimentaire du Haut St-Maurice
Élaine Legault	Maison de la famille bassin Maskinongé pour le territoire de Maskinongé
Martine Croteau	ASSS Mauricie/Centre-du-Québec
Martyne Desmeules	Moisson Mauricie/Centre-du-Québec
Cindy Raiche	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie
Josée Bourassa	Emploi-Québec

Comité régional en habitation

Jean Brouillette	CDC des Chenaux
Nancy Godin	CLD Maskinongé
Gilles Lafrenière	CLD Shawinigan
Martin Miron	MRC de Mékinac
Alain Mercier	Conseillère municipale La Tuque
Marco Bélanger	Office municipale d'habitation de Trois-Rivières
Diane Vermette	Comité logement de Trois-Rivières
Ginette Roy	Ville de Trois-Rivières
Sandra Baron	MAMOT
Mélanie Lafrenière	CRÉ de la Mauricie
Cindy Raiche	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie
Ann St-Jacques	ASSS Mauricie/Centre-du-Québec
Waïl Azari	SHQ

Comité développement citoyen

Céline Deraspe	Forum jeunesse Mauricie
Malka Roy	ÉCOF-CDEC
Josianne Gagnon	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie
Éric Martineau	Centre de formation communautaire de la Mauricie
Sophie Morissette	Pôle d'économie sociale de la Mauricie
Amélie Dubuc	CDC de Trois-Rivières
Julie Fortier	UQTR